

**Le journal
d'Arlette
Laguiller**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE
OUVRIÈRE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2270 - 3 février 2012 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

**Nathalie
Arthaud**



**Une candidate
communiste
à l'élection
présidentielle**



SOMMAIRE

Leur société

- p.4 ■ La TVA sociale
- Les accords compétitivité-emploi
- Taxation des transactions financières
- p.5 ■ Mesures sur le logement
- Collectivités territoriales
- Les vœux de Sarkozy à l'Outre-mer
- La droite et l'extrême droite draguent les nostalgiques de la colonisation
- p.6 ■ Le programme de François Hollande
- Laïcité et PS
- Le droit au logement attendra
- p.7 ■ Les enseignants manifestent
- Dans la Sarthe et dans la Mayenne

Nathalie Arthaud dans la campagne

p 8 - 9

Dans le monde

- p 10 ■ Sénégal : la population manifeste son rejet de Wade
- Côte d'Ivoire : la Françafrique toujours vivante
- Apple : exploitation des travailleurs chinois
- p.11 ■ Italie : la protestation des camionneurs
- Grèce : sous la menace de spéculateurs
- p.16 ■ Belgique : grève générale
- Espagne : attaques contre la population
- États-Unis : Obama annule d'un trait de plume les droits des citoyens

PSA

- p.12 ■ Manifestation le 18 février à Aulnay contre la fermeture de l'usine
- PSA - Poissy (Yvelines); Peugeot - Sochaux

Dans les entreprises

- p.13 ■ Sodimédical - Flancy - l'Abbaye (Aube); CHRU - Lille; CHU - Toulouse; RATP - Paris
- p.14 ■ IBM Sophia Antipolis (Alpes-Maritimes); Thalès Services - Toulouse; CFA Les Moulinières - Saint-Étienne; Stalaven (Côte-d'Armor)
- p.15 ■ Faillite de Petroplus; Transport aérien; Lu - Cestas (Gironde); Dépôt SNCF de Villeneuve-Saint-Georges

• Péages d'autoroutes

Les détrousseurs de grands chemins

Depuis le 1^{er} février les péages des autoroutes ont augmenté en moyenne de 2,5 %. Cette hausse déjà supérieure à l'inflation officielle, s'ajoute aux augmentations des années précédentes.

Les autoroutes du pays n'étaient que très partiellement privatisées avant 2005. Mais cette année-là, sous le gouvernement de Villepin, la majeure partie a été privatisée ce qui a permis au gouvernement de l'époque de boucler ses comptes. En même temps elles

ont été bradées (pour 14 milliards alors qu'elles étaient estimées en valoir 24) à des sociétés privées qui pratiquent, sous un vague contrôle de l'État, des tarifs prohibitifs.

Ces sociétés auraient ainsi gagné 5 milliards d'euros entre 2005 et 2010. Non seulement elles augmentent sans vergogne les tarifs mais utilisent des subterfuges comme celui qui consiste à augmenter davantage les tronçons les plus fréquentés et moins les autres. Ou encore, en échange d'un prolongement

de la durée des concessions, elles daignent rénover quelques aires de repos ou économiser des rejets de CO₂ en mettant en place des télépéages qui diminuent les bouchons (et donc la pollution) et permettent en même temps des diminutions de personnel!

Le résultat, c'est qu'avec la complicité de l'État, le secteur privé s'en met plein les coffres en détroussant les automobilistes.

André VICTOR

• Biocarburants

Ils nous font les cuves

Une étude de la Cour des comptes, parue le 24 janvier, a montré que les biocarburants, s'ils n'ont pas un effet très probant sur la protection de l'environnement, ont eu en revanche un effet tout à fait palpable sur les porte-monnaie des consommateurs et des gros agriculteurs.

Depuis plusieurs années, les biocarburants sont vendus sous deux formes après mélange avec les hydrocarbures: le biodiesel, qui est produit à partir du colza ou du tournesol en addition au gazole, et le bioéthanol, à base de betterave et de céréales, et qui est mélangé à l'essence.

Mais comme ces deux

biocarburants ont tous deux une densité énergétique moindre que celle des carburants traditionnels, cela implique un surcoût de consommation. Les automobilistes sont ainsi obligés de mettre un peu plus de carburant pour parcourir la même distance. Au final, le surcoût pour un plein de 50 litres d'essence sans-plomb est de 2,30 euros et de 60 centimes pour la même quantité de gazole.

Plus de deux milliards et demi d'euros ont ainsi été empochés par les filières des biocarburants entre 2005 et 2010, dont le rapport nous apprend au passage qu'elles n'ont investi que 1,5 milliard,

et 2,77 milliards ont été payés par les consommateurs sur la même période. Un montant tellement important qu'il a été qualifié par la Cour des comptes, de « *nouvel impôt* » payé par le consommateur, « *qui a été le financeur de cette politique sans qu'on lui dise* ».

La Cour a par conséquent demandé aux industriels de la filière de « *satisfaire aux exigences de transparence* », ce qui, si on prend cette préconisation au sérieux, signifierait d'imposer l'ouverture des livres de comptes des producteurs de biocarburants et des distributeurs.

David MARCIL

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continuent à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses

sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de:

Association de financement du parti Lutte Ouvrière

en les envoyant à l'adresse suivante:

LUTTE OUVRIÈRE BP 233
75865 PARIS CEDEX 18

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de

200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière
l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière
multimédia
(télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière
audio

(version parlée de nos textes)
www.lutte-ouvriere-audio.org

La lettre d'information
hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

| Tarif des abonnements | Lutte Ouvrière | | Lutte de Classe |
|--|----------------|------|-----------------|
| Destination : | 6 mois | 1 an | 1 an |
| France, DOM-TOM | 18 € | 35 € | 15 € |
| DOM-TOM avion | 25 € | 50 € | 21 € |
| Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient | 30 € | 60 € | 20 € |
| USA, Canada | 35 € | 70 € | 22 € |
| Autre Amérique, Asie, Océanie | 43 € | 85 € | 25 € |
| Envois sous pli fermé : tarifs sur demande | | | |

Nathalie Arthaud

Une candidate communiste à l'élection présidentielle

Les deux hommes politiques entre lesquels se décidera qui sera le prochain président de la République viennent de se succéder à la télévision.

Dimanche soir, c'est le non encore candidat Sarkozy qui a eu droit à plus d'une heure d'antenne. Pour que personne ne risque de le louper, il a réquisitionné huit chaînes de télévision. Si l'approche de l'élection et son bas niveau dans les sondages l'ont poussé à faire mine de se préoccuper des licenciements en cours, l'homme qui a parlé est bien ce représentant cynique des intérêts des plus riches, du grand patronat et des banquiers qu'il a été tout au long de sa présidence. Il a tenu à leur faire cadeau d'une exonération supplémentaire de cotisations patronales, le manque de recettes étant compensé par une augmentation de la TVA. Ainsi, tout en volant aux salariés une fraction de leur salaire – car les cotisations patronales sont du salaire différé –, on diminue encore leur pouvoir d'achat en augmentant la TVA, l'impôt le plus injuste qui soit.

Trois jours plus tôt, c'est Hollande qui officiait. Mais, comme son rival de droite, il avait à la bouche surtout les mots « entrepreneurs » ou « encouragements à l'investissement », qui ne sont certainement pas destinés à ceux qui n'ont pas de capitaux à investir. Il n'avait en revanche rien à dire aux chômeurs, rien à dire aux retraités pauvres, rien à dire aux salariés qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts ! Son envolée sur la « rigueur », même accouplée au mot « juste », a sonné comme une menace. Et la justice fiscale dont il s'est vanté illustre seulement sa lâcheté devant les riches. C'est bien joli de créer pour les plus riches une nouvelle tranche d'impôt à 45 %. Mais ce taux est inférieur aux 48 % sous Chirac-Raffarin, en 2005, et plus encore aux 60 % sous Giscard ! Le pseudo-socialiste Hollande est plus complaisant avec les riches que ne l'étaient en leur temps ces deux hommes de droite.

Sarkozy et Hollande, chacun à sa manière, comptent gouverner pour les plus riches. Et les challengers à la Bayrou en feront autant, voire pire avec Le Pen.

L'élection présidentielle est ainsi faite que les candidats qui ont une chance de participer au second tour sont passés tout au long de leur carrière par une multitude de filtres imposés par le grand patronat et les banquiers, pour les jauger, pour vérifier leur fidélité à la classe dominante et au système économique capitaliste.

Lutte Ouvrière présente à cette élection une candidate, Nathalie Arthaud, pour que se fasse entendre une voix qui non seulement critique le système capitaliste et ses dégâts, mais qui a pour but le renversement de ce système. Une candidate communiste comme l'était Arlette Laguiller.

Dans cette société divisée entre une minorité de capitalistes, qui monopolisent toutes les richesses et tous les moyens de les produire, et une majorité d'exploités, il est important que ceux qui par leur travail font vivre toute la société, disent leur opposition à la bourgeoisie qui les exploite, qu'ils disent non à un système économique absurde qui sème la misère au milieu de l'abondance et qui étouffe dans sa propre graisse.

Les élections en elles-mêmes ne permettent pas de changer cet état de choses. Pour cela, il faudra de grandes luttes, menées par la majorité exploitée, pour arracher le pouvoir économique et politique à la classe privilégiée, une classe qui, la crise le montre, conduit la société au désastre. Mais les élections permettent au moins de s'exprimer.

Les exploités ne sont toujours pas en situation d'arracher le fouet qui les frappe. Mais ils peuvent refuser d'accorder leur caution aux dirigeants qui le manient pour le compte des exploités.

Voter pour Nathalie Arthaud, ce sera affirmer la dignité du monde du travail contre les privilégiés. Sa campagne visera à populariser des objectifs à imposer pour contrecarrer la volonté de la bourgeoisie de faire payer aux exploités le prix de la crise économique dans ce qu'ils ont de plus précieux : leur emploi et leur pouvoir d'achat.

– Pour mettre fin au chômage, il faut imposer au grand patronat l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire. Il faut imposer à l'État l'embauche dans les services publics utiles à toute la population.

– Il faut imposer l'augmentation de tous les salaires et de toutes les retraites et pensions et en garantir le pouvoir d'achat par leur indexation automatique sur le coût de la vie, mesuré par des représentants de la population.

– Il faut imposer le contrôle de la population travailleuse sur les entreprises industrielles et bancaires.

Voter pour Nathalie Arthaud, ce sera approuver ces objectifs.

• Les chiffres du chômage

Un fléau dont on connaît les responsables : le patronat et le gouvernement

À la fin décembre 2011, 5,2 millions de salariés, toutes catégories confondues, en métropole et dans les départements d'Outre-mer, étaient touchés par le chômage.

Cela représente 18,5 % des 27 millions de salariés du pays, soit près d'un salarié sur cinq. C'est dire que quasiment toutes les familles des milieux populaires ont au moins un des leurs

touché par le chômage.

Le mois dernier, rien que sur la seule catégorie retenue par le gouvernement pour évaluer le chômage (qui ne regroupe que 55 % du nombre total des chômeurs), il y a eu 29 700 chômeurs de plus, soit 1 000 de plus par jour.

En décembre, 131 000 salariés en contrat d'intérim ont été jetés à la rue et se sont fait inscrire à Pôle emploi. Pour la plupart, ces nouveaux chômeurs avaient été

prévenus le matin même que leur mission se terminait en fin de journée. Le patronat gère ainsi ses flux de travail au jour le jour, sans se soucier des dégâts matériels et moraux que cela entraîne. Et le gouvernement voudrait faire croire qu'il faudrait donner au patronat encore plus de liberté pour gérer les effectifs, le temps de travail et le niveau des salaires !

Et la situation n'est pas près de s'arranger. À Pôle emploi, en sous-effectif permanent pour

assurer l'accueil des chômeurs, le nombre total d'emplois disponibles recensés est ridiculement bas. En décembre 2011, à peine 108 000 postes ont été mis à disposition pour une durée supérieure à six mois... pour plus de 5 millions de demandeurs d'emplois inscrits.

Si la situation empire, c'est que patrons et État suppriment à tout va des centaines de milliers d'emplois et qu'on leur laisse toute la liberté de le faire.

C'est pour cela qu'il y a eu le mois dernier 455 000 jeunes de moins de 25 ans recensés comme chômeurs et, à l'autre bout, 606 000 chômeurs de plus de 50 ans. C'est pour cela que 66 % des chômeurs sont inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an.

Contre le chômage, une mesure d'urgence : interdiction des licenciements et répartition du travail entre tous sans diminution des salaires.

Paul SOREL

Les attaques de Sarkozy contre le monde du travail

• La TVA « sociale »

Encore un cadeau au patronat

Parmi les annonces de Sarkozy, il en est une qui fera peut-être fonction d'ultime cadeau aux capitalistes: l'instauration d'une TVA « sociale » au 1^{er} octobre prochain.

Le passage de la TVA de 19,6 % à 21,2 % aura, s'il est appliqué, une signification brutale, à savoir une augmentation immédiate d'impôts de 11 milliards, prélevés chaque année sur tous les produits et services acquis par l'ensemble

de la population, même non imposable. Ce surcôté est évalué par l'UFC-Que Choisir à 300 euros par an et par famille.

Voilà comment Sarkozy entend compenser les 13 milliards qu'économiseront chaque année les patrons, et proportionnellement bien plus les grandes entreprises que les très petites, en se voyant exonérés de leurs 5,4 % de cotisations dues sur les salaires à la branche famille de

la Sécurité sociale.

Menteur comme un arracheur de dents, Sarkozy a affirmé que les prix des produits n'augmenteraient pas, du fait de la concurrence. Pas de hausse malgré une augmentation de 1,6 % de la TVA? Pourquoi alors avancer que la mesure aurait le mérite de « déclencher des achats par anticipation »... avant le 1^{er} octobre?

Viviane LAFONT



• Les accords compétitivité-emploi

Attaquer les conventions collectives pour attaquer les travailleurs

Dans son show télévisé du 29 janvier, Sarkozy a repris une idée déjà évoquée le 18 lors du « sommet social » avec les confédérations syndicales: les accords compétitivité-emploi, négociés et signés entreprise par entreprise. Il s'agit de rien de moins que d'autoriser les patrons à diminuer les horaires et les salaires des travailleurs, ou à augmenter les horaires sans augmenter les salaires. Il s'agit surtout, sous prétexte de permettre aux entreprises d'affronter des « périodes difficiles » et de renforcer leur « compétitivité », de permettre aux patrons de se débarrasser des conventions collectives, si

ce n'est du Code du travail.

Les commentateurs autorisés et les politiciens professionnels ont discuté de la pertinence de la mesure, de la façon dont le président candidat l'a annoncée, de la place qu'elle tiendrait dans sa campagne, et de toutes ces choses qui n'ont d'importance que dans leur petit monde, sans même se demander ce que pouvait vouloir dire une baisse de salaire quand on a 1 200 euros par mois, voire moins, pour nourrir sa famille.

La compétitivité n'est comme toujours qu'un faux nez. Car si les capitalistes voulaient réellement l'améliorer,

c'est-à-dire vendre moins cher leurs produits à qualité égale, ils auraient une solution très simple à portée de main: diminuer la part réservée aux bénéficiaires, prendre sur les dividendes versés aux actionnaires. Mais non, ce qu'ils veulent c'est conserver, voire augmenter la part des profits, et pour cela diminuer la part des salaires. Ce projet de loi est prévu pour ce faire et fêté pour cette raison par les représentants du patronat.

Mais, au-delà de ce nouveau cadeau au patronat et de ce nouveau vol sur les salaires, les accords compétitivité-emploi auraient une conséquence plus

pernicieuse et plus dangereuse encore pour les travailleurs.

En effet, « négociés » sous la menace du chômage et signés entreprise par entreprise, ces accords auraient force de loi, au-dessus des conventions collectives, au-dessus même peut-être du Code du travail. Ils laisseraient ainsi les travailleurs seuls face à leur patron, sans même avoir le filet de sécurité des textes légaux. Tout ce qui a été obtenu par des dizaines d'années de luttes, tout ce que la grève générale de 1936 avait arraché, le fait que la classe ouvrière ait des garanties minimum collectives serait foulé aux pieds. Il suffit d'imaginer

ce que pourrait exiger le dernier employeur d'une petite ville ouvrière ravagée par le chômage, et elles sont nombreuses, pour mesurer la gravité de la menace: se voir imposer n'importe quel horaire, au tarif le plus bas possible. Et cela légalement, c'est-à-dire sans aucun recours possible auprès de l'Inspection du travail ou des Prud'hommes. Ce serait revenir à la totale liberté patronale, c'est-à-dire à l'arbitraire le plus complet et à l'exploitation la plus brutale.

De tout cela, il ne doit pas être question.

Paul GALOIS

Le bluff de la taxation des transactions financières

Soucieux de ne pas (trop) apparaître comme le président des riches à la veille de l'élection présidentielle, Sarkozy a donc ressorti l'idée d'une « taxation des transactions financières ».

Notons d'abord qu'avancer une idée ne signifie pas qu'elle va se concrétiser. *Le Figaro*, qui défend pourtant bec et ongles Sarkozy, a ainsi titré qu'une telle taxation serait mise en place « dès le 1^{er} août ». Autrement dit, après le scrutin présidentiel et un possible changement de majorité et de président: le risque n'est donc pas bien grand.

Et il l'est d'autant moins quand on regarde ce projet dans le détail. Le quotidien économique *Les Échos* précise ainsi que la taxe, d'un montant de 0,1 % et concernant les seuls « titres cotés à Paris », « épargnera les obligations ». Celles-ci représentent pourtant plus de la moitié des volumes traités sur les marchés financiers français. De même, « les transactions « de gré à gré » qui constituent une part prépondérante des transactions en France », relève ce journal, seront peu ou pas touchées car elles « laissent moins de traces ». La loi prévoira également que

les « intermédiaires financiers déclarent toutes leurs transactions »; avec autant d'efficacité, on l'imagine, que la loi censée obliger les mêmes intermédiaires à déclarer l'argent de leurs riches clients, qu'ils camouflent sur des comptes dans des paradis fiscaux.

Quant aux banquiers, pourtant principaux acteurs et bénéficiaires de la spéculation mondiale, toute une série de leurs opérations – dont celles sur les devises, ainsi que les actions et les produits financiers dérivés non cotés en France – sont explicitement exclues du champ de cette taxation,

au taux par ailleurs des plus dérisoires.

Cité par *Le Figaro*, un cabinet d'analyse estime qu'une loi taxant à ce taux de 0,1 % toutes les transactions financières devrait rapporter quatre milliards par an à l'État français. Le gouvernement, peu suspect de vouloir dévaloriser ce nouveau tour de passe-passe de l'illusionniste Sarkozy, estime, lui, à un milliard – donc quatre fois moins – ce que sa taxe rapportera à l'État. Et encore, si elle est appliquée et si, d'ici là, ces prévisions ne sont pas revues à la baisse.

Le Premier ministre britannique, Cameron, a déclaré ce projet de Sarkozy « incroyable » – sans préciser comment il fallait entendre la chose –, ajoutant que le Royaume-Uni gardait ses portes grandes ouvertes aux banques et entreprises françaises qui voudraient trouver refuge outre-Manche.

Humour anglais ou pas, on ne signale aucun afflux de banquiers et d'hommes d'affaires sur les ferries ou les trains trans-Manche.

Pierre LAFFITTE

• Les mesures de Sarkozy sur le logement

Une aubaine pour les promoteurs

Dans son intervention télévisée, afin de montrer combien il se préoccupait du problème du logement, Sarkozy a annoncé sa volonté de relever les droits à construire de 30%. En particulier, sur les terrains disponibles et vendus par l'État aux constructeurs privés, il sera donc possible de construire 30% de logements supplémentaires.

Les promoteurs immobiliers y trouveront certainement leur compte, puisque sur un même terrain ils pourront construire plus d'appartements, et donc vendre plus. Mais pour ce qui est d'améliorer la situation, sans parler de résoudre la crise du logement, c'est une tout autre affaire.

De l'aveu même du gouvernement, cette mesure ne



permettra de construire que 40 000 logements supplémentaires par an. Or la fondation Abbé-Pierre estime qu'il manque environ 900 000 logements pour répondre aux besoins actuels. Autant dire que la mesure préconisée par Sarkozy

n'apportera aucune solution au manque désespérant de logements pour les familles aux revenus modestes. De toute façon, tel n'était pas le problème de Sarkozy.

Pour résoudre la crise du logement, il faudrait mettre en

place un véritable service public de la construction, de façon à se passer des promoteurs et autres requins du béton, pour réaliser, à prix coûtant, les appartements et équipements indispensables.

Lucienne PLAIN

• Collectivités territoriales

Encore des sacrifices demandés

Dimanche 29 janvier Sarkozy, s'en est pris aux collectivités territoriales, les communes, les départements et les régions, en les accusant d'être dépensières.

À l'entendre, « il y a trois facteurs de déficit : l'État, on s'en occupe ; la Sécurité sociale, qui fait des efforts considérables sur la réforme des retraites. Restent les collectivités territoriales. Nous envisageons un certain nombre de mesures. Peut-être même faudra-t-il aller jusqu'à se demander si on ne devrait pas moduler leurs dotations en fonction de leur sagesse en la matière... pour que personne ne puisse s'exonérer d'un effort de discipline. »

Sarkozy ment sans vergogne en accusant les collectivités locales de dépenser sans compter. Depuis des années, l'État leur a transféré de nombreuses responsabilités et charges, comme l'entretien des routes autrefois nationales, le financement du RMI, la construction et l'entretien des collèges et des lycées ainsi que le personnel de service et le personnel technique des lycées, etc., sans parler de la prise en charge des aides sociales, comme l'APA. Alors, il faut mentir comme Sarkozy pour oser dire qu'il n'y a pas eu de « transfert de compétences ». Et si les budgets des collectivités augmentent, c'est entre autres parce qu'elles doivent embaucher, pour justement assumer

ces nouvelles tâches et que l'État est loin de leur avoir transféré les fonds correspondants.

Cela n'a pas empêché Baroin, alors ministre du Budget, d'annoncer en septembre 2010 le gel de ces dotations jusqu'en... 2013, à hauteur de 50,4 milliards d'euros. Les communes devront faire avec et se débrouiller comme elles peuvent.

Cette politique est d'autant plus scandaleuse que, crise oblige, les collectivités ont de plus en plus de mal à obtenir des crédits auprès des banques. Depuis la faillite de la banque franco-belge Dexia, spécialisée dans ces prêts aux collectivités, les autres banques se font tirer l'oreille, le marché n'étant pas

jugé assez rentable. « On risque l'asphyxie financière », explique le maire de Sevrin au journal *Le Parisien*. La situation est tellement grave que même Baroin envisagerait une aide d'urgence de... l'État, via la Caisse des dépôts.

Alors, quand Sarkozy parle d'un effort de discipline budgétaire aux collectivités, cela revient à leur demander d'imposer des sacrifices encore plus grands à leurs habitants. Mais cette discipline, il n'est pas question de la demander au patronat, pour qui les dotations de l'État sont sans limites et celles-là, il n'est pas question de les geler, bien au contraire!

Cédric DUVAL

Les vœux de Sarkozy à l'Outre-mer

Dans ses vœux à l'Outre-mer, depuis la Guyane, Sarkozy a cru flatter les peuples des séculaires possessions françaises en citant Césaire : « Nous ne voulons plus donner à personne délégation de penser pour nous. » Il appelle donc les peuples d'Outre-mer à ne compter que sur eux-mêmes, laissant croire qu'ils se complairaient dans « l'assistanat et les subventions », alors qu'en fait ce sont les capitalistes, le grand patronat, que l'État arrose de subventions.

Bref, toujours ce même langage qui sue le paternalisme colonial, dans le même registre des « danseuses de la France, chères à entretenir », comme le disait Giscard.

Et c'est en Guyane que Sarkozy tient de tels propos. En Guyane, où Total vient de découvrir un important gisement de pétrole sous-marin,

où les satellites sont projetés dans l'espace avec des milliards d'euros de retombées pour les grandes firmes françaises et européennes comme EADS, Safran, Air Liquide, entre autres. Et il en est de même en Nouvelle-Calédonie où le nickel et le cobalt ont permis à une poignée de capitalistes d'engranger de fabuleux profits. C'est le cas

de la filiale du groupe français Eramet, la SLN (Société le Nickel) dont l'actionnaire principal, Duval, est la 23^e fortune de France.

Quant au groupe béké martiniquais et guadeloupéen Bernard Hayot, avec un patrimoine de 250 millions d'euros, il doit à ses ancêtres esclavagistes l'accumulation primitive de son capital. Aujourd'hui, il règne sur de nombreuses entreprises dans le monde, en Martinique et Guadeloupe, dont Carrefour. À l'île de La Réunion, le PDG du groupe Bourbon, Jacques de Chateauvieux, est lui aussi parmi les plus fortunés de France avec un capital de 515 millions

d'euros. Sur la même île, François Caillé, PDG du groupe du même nom, peut se targuer d'un patrimoine de 80 millions d'euros.

Alors, lorsque Sarkozy déclare aux Guyanais que la République française leur assurera des retombées directes des richesses du pétrole guyanais, il ment, car c'est Total qui décide, et pas lui. Et par ailleurs ce sont tous les revenus des capitalistes des Outre-mers qui devraient revenir aux travailleurs et aux peuples de ces pays, qui ont sué sang et eau depuis des siècles pour remplir les coffres de ces gens-là.

C. O.

La droite et l'extrême droite draguent les nostalgiques de la colonisation

Dimanche 29 janvier à Perpignan, l'électorat pied-noir était courtisé par l'extrême droite et la droite. D'un côté Marine Le Pen rendait un vibrant hommage aux harkis et aux rapatriés d'Algérie; de l'autre Gérard Longuet, ministre de la Défense et des Anciens combattants, était venu inaugurer un centre de documentation dédié à la présence des Français en Algérie de 1830 à 1962.

Longuet, l'un des fondateurs en 1963 du mouvement d'extrême droite Occident, était chargé de lire un long message du président de la République devant l'assemblée d'une association de rapatriés d'Algérie. Dans son message, Sarkozy regrettait d'être absent mais tenait à redire sa solidarité pour l'œuvre de civilisation que les colons français ont apportée en Algérie et à réaffirmer « son opposition à toute forme de repentance. Car les hommes et les femmes qui sont partis s'installer en Afrique du Nord pour y travailler et fonder des foyers, loin d'être frappés d'opprobre, méritent notre reconnaissance ; en développant l'économie de ces nouveaux territoires, ils ont œuvré à la grandeur de la France. »

Message largement applaudi et mission accomplie pour Longuet. En revanche, les cris et sifflets ont fusé lorsqu'il a cité le nom du général de Gaulle.

Mais, ne perdant pas son sang-froid, Longuet a reconquis la salle en entonnant l'un des chants de sa jeunesse : « C'est nous les Africains, qui arrivons de loin, nous venons des colonies, pour sauver la patrie... », le *Chant des Africains*, que l'armée française faisait chanter aux troupes coloniales et qui est encore un des chants de ralliement des nostalgiques des colonies et de l'Algérie française.

Louis BASTILLE

• Le programme de François Hollande

Rien pour les travailleurs

Le programme que François Hollande a présenté jeudi 26 janvier a beau contenir soixante points, il n'y a rien dedans pour les travailleurs.

Rien pour lutter contre le chômage, pour s'opposer aux fermetures d'entreprises. Rien pour rattraper la hausse du coût de la vie qui appauvrit les salariés, les chômeurs, les retraités, tous ceux qui se débattent pour tenter de boucler leur budget. Hollande n'a même pas évoqué une revalorisation du smic, ni celle des pensions; il ne s'est engagé que sur l'augmentation de 25 % de l'allocation de rentrée scolaire.

« Programme de crise, pragmatique, équilibré parce que les classes favorisées vont devoir faire un effort », disent ceux qui le soutiennent. Mais quel effort est demandé aux plus riches, et dans quel but? Hollande prévoit de récupérer 29 milliards d'euros en rognant quelques niches fiscales, en créant une tranche supérieure d'imposition au taux de 45 %, en rehaussant les droits de succession et en rétablissant l'ancien ISF. Alors, s'il maintient toujours

ses propositions une fois élu, il va prendre un peu aux plus aisés. Mais cet argent ne sera pas redistribué aux plus démunis, il ira au remboursement de la dette de l'État, c'est-à-dire qu'il va atterrir dans les coffres des banquiers et des spéculateurs.

Hollande a bien promis de recréer sur cinq ans 60 000 postes supprimés dans l'Éducation nationale, et 5 000 emplois dans l'ensemble justice, police, gendarmerie. Il a aussi affirmé qu'il mettrait

fin à « la règle aveugle » du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Mais le tout se ferait sans augmenter le nombre total de fonctionnaires, par des redéploiements, en prenant sur d'autres services publics. En clair, cela signifie qu'il y aura encore moins de personnel dans les hôpitaux, les transports, les services sociaux, etc. Voilà le volet dit « social » de son programme!

Côté dépenses nouvelles, rien de social non plus. Hollande les chiffre à 20 milliards, qui continueront à abreuver les entreprises de subventions. Les aides publiques et les allègements fiscaux vont être réorientés vers les entreprises « très exposées à la concurrence internationale », ce qui permet d'arroser large. Il parle également d'« aider les grandes entreprises à relocaliser leurs

usines », mais pas de les obliger à maintenir les emplois. Exonération des cotisations sociales encore pour les entreprises qui embaucheront des jeunes en CDI ou garderont des seniors. Et dans l'espoir de glaner des voix parmi l'électorat traditionnel de la droite, il fait aussi des cadeaux aux PME, abaissant leur taux d'imposition de 33 % à 30 %, et même à 15 % pour les très petites entreprises. Quelle différence avec la politique menée par la droite depuis des années?

Pour l'électorat de gauche qui veut malgré tout croire en lui, Hollande annonce quelques mesures symboliques, dont les promesses habituelles et non tenues sur la construction de logements, y ajoutant l'encadrement des loyers dans les zones où les prix sont « excessifs ».

Il promet le droit de vote des immigrés aux élections locales, mais il annonce en même temps qu'il va mener une « lutte implacable » contre l'immigration illégale et que les régularisations de sans-papiers se feront au cas par cas, poursuivant ainsi la politique de Guéant.

Quant au reste, ce sont pour la plupart des promesses creuses, pour donner à ce programme une mince couche de vernis rose pâle, sur la justice, le mariage des homosexuels, l'égalité salariale entre les hommes et les femmes, le droit à la santé et à l'éducation, la défense de la culture et de la laïcité. Le programme de François Hollande n'est qu'un écran de fumée qui n'arrive même pas à masquer qu'il va continuer à faire payer la crise du système aux travailleurs.

Marianne LAMIRAL

• Laïcité

Le PS ne touchera pas plus aux bénitiers... qu'au grand capital

La proposition de Hollande à son meeting du Bourget d'inscrire la laïcité dans la Constitution a fait réagir la droite... et la gauche.

Sarkozy a dénoncé le fait que Hollande veuille mettre un terme au statut particulier de l'Alsace et de la Moselle qui est, selon lui, « hérité d'une histoire douloureuse ». Sarkozy fait mine d'oublier, ou ne sait pas, que le Concordat n'a rien à voir avec la guerre ou l'Occupation, mais qu'il est un reliquat datant de Napoléon 1^{er}! S'il n'a pas été aboli en Alsace-Moselle, c'est parce que, en 1905, alors que

la III^e République proclamait la séparation de l'Église et de l'État en France, elle ne pouvait pas être appliquée à l'Alsace et à la Moselle, territoires annexés par l'Allemagne après la guerre de 1870.

En Alsace, Philippe Richert, ministre UMP et président de Région, a dénoncé la remise en cause du Concordat. Il a été suivi par Roland Ries, maire PS de Strasbourg. Ce dernier a affirmé à son tour qu'il ne fallait pas toucher à cette particularité locale, relayé par le directeur de campagne de Hollande, Moscovici, pour qui il

n'était pas question non plus de remettre en cause la non-séparation de l'Église et de l'État en Alsace-Moselle.

On peut se rassurer du côté des soutanes! Curés, rabbins et pasteurs seront toujours payés par les impôts de tous, y compris des athées ou des fidèles d'autres cultes non reconnus. Depuis plus d'un siècle, aucun gouvernement de gauche n'a eu le courage politique de mettre fin à ce particularisme d'un autre âge. Et ce n'est pas en 2012 que cela va changer si la gauche gagne.

Étienne HOURDIN

Pas de miracle

Le dernier chef d'État au monde à nommer un évêque est... le président de la République française! Concordat oblige, les évêques de Metz et de Strasbourg sont en effet nommés par le président, avec l'accord de Rome.

Près de 1 500 prêtres, pasteurs, rabbins émargent de ce

fait au budget de l'État, et là, pas question de ne remplacer qu'un « fonctionnaire » sur deux. La religion est toujours enseignée dans les écoles et il faut une dispense des parents pour y échapper.

Le culte musulman (plus de 109 000 personnes en Alsace-Moselle) n'a pas le statut

de culte reconnu. Quant à supprimer le fait que les fonds publics financent des religions, la gauche ne touchera pas à cette survivance réactionnaire. La laïcité peut toujours attendre.

E. H.

Le droit au logement attendra

« Dans les zones où les prix sont excessifs, je proposerai d'encadrer par la loi les montants des loyers lors de la première location ou à la re-location », annonce Hollande dans ses « 60 engagements pour la France ». Il ne va pas jusqu'à reprendre à son compte le gel ou le blocage des loyers, demandé par les associations de locataires. De même, il n'a pas un mot sur les augmentations de salaires, nécessaires pour qu'il reste quelque chose au fond du porte-monnaie après le paiement du loyer.

1,7 million de locataires consacrent plus de 40 % de leurs revenus à payer le loyer et les charges. Et encore, dans ces chiffres, les aides au logement – pour ceux qui en touchent une – ont été déduites du loyer. Ce constat, présenté au congrès des HLM en septembre dernier, est fondé sur les résultats de la dernière enquête de l'Insee, en 2006, et tout laisse à penser que la situation s'est encore aggravée depuis. Les ménages aux plus faibles revenus ont enregistré la plus forte hausse de leur taux d'effort. Privations, menaces d'expulsion locative, tensions

dans les ménages: les chiffres dans leur sécheresse ne font que suggérer les drames quotidiens qui en découlent.

La pénurie de logements corrects et bon marché entraîne les abus des propriétaires privés, en particulier dans les grandes villes. Mais aussi limitée soit-elle, la seule évocation d'un simple encadrement des loyers, c'est-à-dire d'une limitation et même pas d'un blocage des hausses, a suffi pour que l'Union nationale de la propriété immobilière, très puissant et réactionnaire syndicat de propriétaires, monte au créneau et voie tout en rouge.

Pourtant, dans le passé, les réglementations des loyers n'ont pas mis les propriétaires sur la paille. Aujourd'hui, lorsque Hollande parle d'encadrer les loyers, et encore dans les seuls cas où ceux-ci seraient considérés comme « excessifs », on peut être certain qu'il faudra – dans ce domaine du logement comme dans les autres – une mobilisation de la population pour imposer aux propriétaires récalcitrants le droit de se loger à un prix raisonnable.

Jean SANDAY

• Éducation

Les enseignants en colère

Des milliers d'enseignants ont manifesté dans différentes villes contre les projets du gouvernement. À Paris, la manifestation qui regroupait des cortèges de province et d'Ile-de-France s'ouvrait sur un groupe compact de manifestants dénonçant la suppression des Rased, les réseaux d'aide spécialisée aux élèves en difficulté. Les manifestants réclamaient « *des classes, des heures, l'annulation de toutes les fermetures* » d'écoles. D'autres scandaient : « *Notation, piège à c...* » ou « *La place des jeunes, c'est à l'école, pas chez les patrons.* »

La réforme Chatel,

prévoyant que les chefs d'établissements seront désormais les seuls à noter les professeurs, à la fois mécontente les enseignants des collèges et lycées, embarrasse une partie des chefs d'établissements, et programme la disparition des inspecteurs par discipline, autrefois chargés d'évaluer également les professeurs.

Mais la mesure qui rassemble contre elle les enseignants à la fois du primaire et du secondaire est la suppression de 14 000 postes à la rentrée 2012. Entre 2007 et 2012, on en arrive à un total de 80 000 postes supprimés, alors que le nombre

d'élèves a augmenté en 2011 et que le mouvement va se poursuivre en 2012.

Le résultat en est la surcharge des classes, la suppression de certaines options, des quelques dédoublements de cours qui existaient encore. Les lycées professionnels se vident peu à peu et le gouvernement ne jure que par l'apprentissage, au nom de l'efficacité ! Dans le primaire, la suppression des Rased et la diminution de la scolarisation des enfants de moins de trois ans vont toucher particulièrement les élèves en difficulté, alors que l'apprentissage de la langue française,



l'acquisition du vocabulaire, de la lecture, sont essentiels dès le plus jeune âge.

Pour le ministre de l'Éducation, l'école doit être gérée comme une entreprise : il faut « optimiser » le mode d'organisation. Le résultat est sans doute une « optimisation » des économies, mais aux dépens des enseignants et des élèves, en particulier de ceux des milieux

populaires, où l'école est plus essentielle qu'ailleurs dans l'acquisition de la culture.

Sylvie MARÉCHAL

• Enseignants spécialisés dans l'aide aux élèves en difficulté

Les Rased en voie d'extinction... provoquée

Sur les 14 000 postes dont le ministère a d'ores et déjà programmé la suppression à la prochaine rentrée scolaire, 5 700 concernent l'enseignement primaire. Alors que les écoles élémentaires vont devoir accueillir 12 000 élèves

de plus, près de la moitié des postes d'enseignants qui vont disparaître, 2 500, sont des maîtres de Rased, spécialisés dans la lutte contre l'échec scolaire, dont le travail consiste à prendre en charge, par petits groupes, les enfants

en difficulté, dès les petites classes, pour tenter de les aider à repartir d'un bon pied. Depuis 2008, ces postes sont dans le collimateur du gouvernement et 2 500 d'entre eux ont déjà été supprimés. Les enseignants spécialisés qui

les occupaient ont été affectés à des classes traditionnelles, souvent de plus en plus chargées, parfois accompagnés d'un discours officiel hypocrite sur leur « grande compétence » qui serait ainsi mise au service de tous les élèves.

Dans la Mayenne

Samedi 28 janvier, des enseignants Rased étaient présents au centre-ville de Laval pour dénoncer les mauvais coups contre l'enseignement spécialisé.

Quelques jours auparavant, ils venaient d'apprendre que les 22 postes d'enseignants Rased du département étaient menacés de suppression.

L'Inspection académique de Mayenne prévoit en effet de remplacer ces 22 postes d'enseignants spécialisés par 10 postes « de conseil » auprès des équipes pédagogiques, qui ne prendraient plus directement en charge les élèves.

Ce démantèlement de l'aide aux élèves en difficulté touche tous les départements.

Pas moins de 125 000 élèves en difficulté seront ainsi privés de l'aide spécialisée dont ils ont pourtant un cruel besoin.

Il s'agit là d'un moyen de continuer à diminuer les effectifs dans le primaire tout en évitant de supprimer plus de classes qu'il ne s'en ouvrira, comme Sarkozy s'y est engagé. Mais il n'empêche que ces

mesures dégraderont les conditions d'enseignement et d'apprentissage, en abandonnant les élèves les plus fragiles, souvent issus de milieux en grande difficulté économique, alors que les conséquences de la crise ne pourront qu'augmenter leur nombre.

Une politique particulièrement odieuse.

Correspondant LO

Dans la Sarthe

Dans la Sarthe, comme partout, les suppressions de postes sont nombreuses.

Dans le primaire, les enseignants de Rased (Réseau d'aide spécialisée aux élèves en difficulté) sont les plus touchés. Ce dispositif était pourtant déjà bien insuffisant en personnel, face aux besoins dans le département.

Sur un total de 52 maîtres spécialisés, l'inspecteur d'académie a décidé de fermer, pour la rentrée 2012, la totalité des postes pour en « rouvrir » dix itinérants sur

l'ensemble du département. Les 42 autres feraient de l'aide spécialisée à mi-temps, en assurant un poste fixe n'importe où dans le département l'autre moitié du temps. Autant dire que c'est la mort programmée de ce dispositif d'aide.

Mais lorsque les maîtres de Rased ont appris la nouvelle de la bouche même de l'inspecteur, cela a été la consternation d'abord, puis assez vite aussi le « refus de se laisser bouffer comme ça ».

Aussi, dès le vendredi

20 janvier, au Mans ils se sont retrouvés pour interpeller leur inspecteur local de circonscription. Lundi 23, une soixantaine d'enseignants faisaient de même à La Ferté-Bernard, où ils ont trouvé porte close. Le lendemain soir, un pique-nique de protestation devant l'Inspection d'académie a regroupé environ deux cents enseignants et parents d'élèves. Et depuis les enseignants n'ont de cesse, pour faire connaître leur mécontentement, de perturber les réunions où se trouvent leurs inspecteurs et les élus

politiques.

C'est ainsi que le 31 janvier, alors que la manifestation enseignante du Mans passait près de l'Inspection d'académie, plusieurs centaines de manifestants s'y sont introduits par une porte dérobée. Et l'inspecteur d'académie a dû venir s'expliquer devant près de deux cents manifestants plutôt remontés. « *C'est la loi, je l'applique* », a été sa seule explication. « *Nous reviendrons* », a été la réponse des enseignants, qui se sentent de plus en plus déterminés.

Correspondant LO

• Le Mans Expulsion d'une mère tchétchène et de ses trois enfants

Jeudi 26 janvier, l'émotion était palpable au rassemblement devant l'école Gérard-Philippe au Mans, où s'étaient rassemblés des parents d'élèves, des enseignants, des militants de RESF. Trois enfants de quatre, six et sept ans manquaient. Ils venaient d'être expulsés, avec leur mère enceinte, vers la Pologne, et sans leur père qui n'était pas au domicile au moment de l'interpellation policière.

En France, le père a fait une demande pour avoir le statut de réfugié que deux de ses sœurs et un de ses oncles ont obtenu. Cette famille tchétchène pourrait donc rester en France, si ce n'était l'odieuse politique d'expulsion mise en œuvre par le gouvernement. Pour l'heure, la seule réponse de la préfecture par la voix de sa secrétaire générale a été d'accuser le père d'avoir laissé tomber sa famille. Un comble !

Vendredi 27 janvier, une centaine de personnes s'étaient de nouveau rassemblées devant la préfecture pour faire revenir la famille de Pologne et réclamer que soit traité le dossier de demande d'asile du père.

Cette affaire montre en tout cas à quelles extrémités mène la politique du gouvernement et de son ministre de l'Intérieur, qui se vantait récemment d'avoir expulsé plus de 33 000 sans-papiers, soit 5 000 de plus que prévu.

Correspondant LO

Nathalie Arthaud



Meeting de Nathalie Arthaud en Île-de-France

Présidé par Arlette Laguiller

Vendredi 3 février à 20 h 30

Espace Paris-Est Montreuil

128, rue de Paris

à Montreuil (Seine-Saint-Denis)

Métro : Robespierre (ligne 9)

Dans les médias

LCI: La Matinale - jeudi 2 février à 7 h 45

Canal +: Le Grand Journal - jeudi 2 février à 19 h 10

I-Télé: La Matinale, invitée de **Christophe Barbier** - vendredi 3 février à 7 h 45

RMC: L'Interview, invitée de **J.J. Bourdin** - lundi 6 février à 7 h 40

Radio Classique/Public Sénat - mardi 7 février à 8 h 15

Radio Nova: La Matinale, invitée de la rédaction - mercredi 8 février à 8 h 15

Attention: de nombreux médias annulent et repoussent des émissions avec Nathalie Arthaud. Cette liste est donc sous réserve que les invitations soient bien maintenues.

Sud Radio: La Matinale - jeudi 9 février à 8 h

Europe 1: La Matinale, invitée de **Bruce Toussaint** - vendredi 10 février à 7 h 45

Canal +: Le News Show - samedi 11 février à 11 h 45

France Bleu: France Bleu Midi, en duplex de **Tours** - vendredi 2 mars à 12 h

TF1: Parole directe, invitée de **Laurence Ferrari** et **François Bachy** - jeudi 8 mars à 20 h 30

une candidate communiste

• **Nathalie Arthaud à Beauvais dimanche 29 janvier**

« Imposer le contrôle des travailleurs »

Nathalie Arthaud a conclu le banquet de Lutte Ouvrière à Beauvais, dimanche 29 janvier, par une allocution prononcée devant un public populaire de plus de 150 personnes. Et visiblement ses arguments et sa détermination en ont conquis et ébranlé plus d'un.

Avant et après son intervention, Nathalie est passée entre les tables du banquet pour bavarder avec les uns et les autres.

Elle a vigoureusement dénoncé les licenciements et le chômage qui en découle, « à

commencer par les 247 travailleurs de l'usine Merck d'Éragny-sur-Epte, non loin d'ici, menacés de licenciement eux aussi, même si les grands médias nationaux n'en ont quasiment pas parlé.

Et que fait le gouvernement contre cela? Rien! Mais qu'est-ce que Hollande propose contre le chômage? Qu'a-t-il à opposer aux fermetures d'usines? Qu'a-t-il à opposer aux licenciements? Qu'a-t-il à dire aux travailleurs aujourd'hui menacés d'être mis sur le carreau? Rien!»

Elle a dénoncé la prétendue TVA sociale: «C'est du Sarkozy-Fillon tout craché car, pour



accoler le mot social à la TVA, il faut être de sacrés menteurs! La TVA est l'impôt le plus injuste qui soit. Il fait payer au

même tarif le smicard ou le chômeur et le milliardaire. Et c'est avec cet impôt injuste que l'État remplit près de la moitié de ses caisses. Il rapporte quasiment trois fois plus que l'impôt sur les bénéfices des sociétés.»

Elle a réaffirmé avec force que « la seule façon d'arrêter les coups portés à la classe ouvrière, c'est une explosion sociale, où des millions de travailleurs se mettent en mouvement, et qui fasse craindre à la bourgeoisie de perdre non seulement beaucoup d'argent, mais aussi son pouvoir sur les entreprises.»

Elle a conclu que « tous les responsables politiques qui prétendent venir en aide

aux exploités, mais sans s'en prendre aux exploités, à leurs profits, à leurs fortunes, sont des menteurs! Oui il faut faire payer la bourgeoisie. Il faut imposer l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous les bras disponibles, sans diminution de salaire. Nous devons aussi avoir l'objectif d'obtenir des augmentations des salaires et des pensions de retraite, et d'imposer qu'ils soient indexés sur les prix. Et nous continuerons de défendre un troisième objectif plus général – qui est la condition même de tous les autres – qui est d'imposer le

contrôle des travailleurs et de la population sur les comptes des entreprises et des banques.»



Nathalie Arthaud à l'usine Marck (Oise).

Une nouvelle déclaration de guerre de Sarkozy au monde du travail

Dimanche soir, Sarkozy a fait mine de s'occuper des travailleurs licenciés... pour mieux les attaquer. Une partie de l'objectif était déjà connue: les cotisations patronales seront généralement réduites et la TVA sera augmentée de 1,6 point. Autrement dit, le pouvoir d'achat des salariés, des retraités et des chômeurs diminuera. Et les profits augmenteront d'autant.

La deuxième annonce était

peut-être encore plus antiouvrière: les entreprises sont invitées à mettre en œuvre des « accords de compétitivité ». Autrement dit, les patrons pourront, au nom de la concurrence et par le chantage aux licenciements, imposer à leurs salariés une hausse du temps de travail, une baisse des salaires, ou les deux à la fois.

Sarkozy n'en a peut-être plus pour très longtemps à l'Élysée, mais le président des

riches aura vraiment tout fait pour servir sa classe jusqu'au dernier euro. Quant à nous, les travailleurs, il nous faudra riposter comme il se doit dans la rue, dans les entreprises, dans les luttes, pour déjouer cette nouvelle offensive au service du patronat.

Communiqué de Nathalie Arthaud, le 30 janvier 2012

Le site de campagne

www.nathalie-arthaud.info

Sur le site de campagne de Nathalie Arthaud, « Une candidate communiste à l'élection présidentielle », retrouvez :

- L'agenda de la candidate
- Son blog
- Ses communiqués quotidiens
- Les enregistrements de ses émissions
- Le film de ses interventions publiques et de ses meetings
- Le matériel militant de sa campagne
- Une revue de presse...

Meetings avec Nathalie Arthaud candidate de Lutte Ouvrière à l'élection présidentielle

Besançon

Samedi 11 février à 17 h
Salle de la Malcombe - avenue François-Mitterrand

Clermont-Ferrand

Mercredi 15 février à 20 h
Maison du Peuple - place de la Liberté

Bobigny

Samedi 18 février à 19 h 30
Salle Max-Jacob - 35, rue de Vienne

Tours

Judi 23 février à 20 h 30

Centre de vie du Sanitas - 10, place Neuve

Dijon

Vendredi 2 mars 2012 à 19 h
Palais des congrès - Salle Clos-Vougeot

Nancy

Samedi 3 mars à 17 h
Palais des congrès - rue du Grand-Rabbin-Haguenauser

Nantes

Mardi 6 mars à 20 h 30
Salle de la Manu

10 bis, boulevard de Stalingrad
Arrêt Manufacture de la ligne 1 du tramway

Orléans

Mercredi 7 mars à 20 h 30
Salle Eiffel - 17, rue de la Tour-Neuve

Montpellier

Vendredi 9 mars à 19 h 30
Espace Pitot, salle Guillaume-Nogaret (entre la rue Pitot et la rue Carré-du-Roi)

Montbéliard

Samedi 17 mars à 17 h
dans le cadre de la fête de Lutte Ouvrière à la Roselière, salle polyvalente (Entrée libre pour le meeting)

Limoges

Mardi 27 mars à 20 h 30
Maison du Temps libre, derrière la mairie

Strasbourg

Dimanche 1^{er} avril à 17 h
Palais des congrès - place de Bordeaux (arrêt du tram Wacken)



The Artist

Lors de son intervention télévisée du dimanche 29 janvier, Sarkozy a essayé, à plusieurs reprises, de se mettre dans la peau du chômeur privé de ressources.

Il n'était guère convaincant dans ce rôle. Par contre, il était bien plus dans celui du

patron français aux prises avec la concurrence allemande.

L'urgence n'était-elle pas de lancer une bouée aux patrons, sous forme d'un allègement de leurs cotisations sociales? S'il existait un oscar du parti-pris pro-patronal, Sarkozy mériterait d'être nommé.

Des Robins des Bois de pacotille

Wauquiez (UMP) puis Montebourg (PS) se sont succédé le même jour auprès des ouvrières de Lejaby. Pour les soutenir, ou pour se faire filmer? (rayez la mention inutile!)

Chacun a sorti de sa besace les noms de repreneurs ignorés jusque-là et qui seraient soi-disant décidés à leur donner du travail. Les salariées, à juste titre méfiantes, n'ont pas sauté de joie à cette annonce. Il faut dire que, des Robins des Bois en carton-pâte, on en voit surgir

à chaque fois que les salariés se défendent... et plus nombreux encore en période électorale.

Ils prolifèrent plus vite que les emplois promis.

Faut pas pincer

François Hollande, sans doute chapitré par un de ses conseillers qui lui a rappelé qu'il était maladroit de ne rien dire sur les salaires dans la campagne électorale, a légèrement rectifié le tir et finalement déclaré qu'il n'excluait pas de donner un coup de pouce au smic, une fois élu.

Si Hollande devient

président, les travailleurs devront lui donner un puissant coup d'épaule pour le faire bouger sur les salaires et sur toutes les exigences vitales pour le monde ouvrier.

Poudre aux yeux

Au Bourget, Hollande s'est engagé à réduire de 30% le salaire présidentiel. Sarkozy avait fait scandale en s'augmentant de 172%.

Mais même si Hollande est élu et ramène son indemnité à 13551 euros par mois, cela fera encore 91% de hausse par rapport à ce que touchait Chirac.

• Sénégal

La population manifeste son rejet de Wade

Au Sénégal, depuis le samedi 28 janvier, et à l'approche de l'élection présidentielle qui doit se tenir le 26 février prochain, les manifestations se multiplient contre une nouvelle candidature d'Abdoulaye Wade, le président sortant. De violents affrontements ont opposé jeunes et policiers à Dakar, notamment dans le quartier de Colobane, où un policier a été tué, mais aussi en province comme à Thiès, Kaolack, Tambacounda et Matam.

Le mouvement de protestation s'est amplifié dès l'annonce de la validation par le Conseil constitutionnel de la candidature contestée de Wade, d'autant que ce dernier en a rejeté plusieurs autres, dont celle du populaire chanteur et homme d'affaires Youssou N'Dour, qui compte sur sa popularité et surtout sur son groupe de médias (chaîne de télévision, radios et journaux). Beaucoup d'opposants espéraient en effet que, conformément à la Constitution, Wade, élu depuis le 19 mars 2000 et qui est aujourd'hui âgé de 85 ans, ne puisse briguer un troisième mandat.

L'opposition s'organise autour du mouvement du 23 juin, le M23, qui regroupe des partis politiques

et diverses personnalités, mais aussi autour du mouvement Y en a marre, créé en janvier 2011 à l'initiative de jeunes rappeurs.

Nombreux sont ceux qui rejettent Wade et les politiciens de son clan. En 2000, Wade et son parti, le Parti démocrate sénégalais (PDS), avaient mis fin à quarante ans de domination du Parti socialiste en prônant le changement. Or, depuis, la situation du pays n'a changé que pour se dégrader. Le riz, l'huile, le sucre, le lait, le gaz, tous les produits de première nécessité connaissent une flambée des prix, sans parler de la cherté des produits pétroliers, qui se répercute sur de nombreuses activités, à commencer par les transports.

Wade avait promis du travail pour les jeunes, mais le

chômage frappe plus de la moitié de la population active et pousse chaque année des milliers de jeunes à risquer leur vie sur des embarcations de fortune pour tenter de gagner clandestinement un pays européen. Les hôpitaux, les écoles, les transports publics, le réseau électrique ainsi que les canalisations d'évacuation des eaux sont également à l'abandon ; résultat, la population subit d'incessantes coupures de courant et de nombreuses maisons sont envahies par les eaux à la moindre pluie.

La situation ne vaut pas mieux dans les campagnes. Les paysans ne disposent que de moyens archaïques et ne peuvent couvrir les besoins alimentaires du pays. Ils sont de plus exposés à l'accaparement des terres arables que le gouvernement cède complaisamment à des sociétés étrangères qui ne visent nullement à satisfaire la population sénégalaise mais développent des cultures destinées à l'exportation.

La corruption et les détournements de fonds publics sont



monnaie courante. Wade a mis le pays en coupe réglée, offrant de nombreuses sinécures à sa femme, ses enfants et à ses proches. Beaucoup le soupçonnent de vouloir, au-delà de sa réélection, laisser le pouvoir à son fils Karim, ministre d'État, ministre de la Coopération internationale, des Transports aériens, des Infrastructures et

de l'Énergie.

Le Sénégal est depuis longtemps cité comme un exemple de démocratie, notamment par les gouvernants français. En fait, la démocratie y est inexistante, comme en attestent la répression des manifestations ou la vague d'arrestations parmi les dirigeants du M23.

Roger MEYNIER

• Côte d'Ivoire

La FrancAfrique toujours vivante

Alassane Ouattara, imposé en avril 2011 à la présidence de la Côte d'Ivoire par l'intervention de l'armée française, était en visite officielle à Paris du 25 au 27 janvier. Ministres l'accueillant sur le tarmac, convoi d'hélicoptères, rues pavoisées de drapeaux ivoiriens, chevaux et musique de la garde républicaine, grand dîner à l'Élysée: la République avait fait les choses en grand pour fêter un de ses fidèles serviteurs.

Toutes les étapes de la visite soulignaient cette dépendance économique et militaire. La Côte d'Ivoire peut bien parfois passer des marchés à des entreprises américaines ou coréennes, ou bien encore recevoir des ministres chinois, la dépendance à l'égard de l'impérialisme français n'en demeure pas moins. Même s'il affirme avoir avec la France une relation « décomplexée », le président ivoirien venait d'abord dire merci pour la protection de l'armée française et solliciter les investissements des groupes capitalistes français.

Parmi les propos hypocrites et mensongers qui ont été échangés, il faut relever ceux de Sarkozy affirmant : « L'armée française n'a pas vocation à s'ingérer, ni de près ni de loin, dans les affaires de la Côte d'Ivoire. » Sauf quand les représentants de l'impérialisme

français en décident autrement, comme ce fut le cas récemment, aurait dû ajouter Sarkozy. Ouattara le comprend fort bien, lui qui doit son pouvoir aux chars et aux hélicoptères français.

Reconnaissant devant la puissance tutélaire, il vient de déclarer au journal *Le Monde* : « La France doit rester dans notre pays plus longtemps et de manière plus substantielle. »

Dans le domaine économique aussi, Ouattara se présente en fidèle vassal. Les groupes français de l'agro-alimentaire (café, cacao, coton, tabac), Bolloré pour le chemin de fer et les installations portuaires, Bouygues pour le bâtiment et les travaux publics, Accor pour l'hôtellerie, Total, Orange et EDF n'ont jamais quitté la Côte d'Ivoire, pas plus que les grandes banques auxquelles ces groupes sont liés.

Même au plus fort de la guerre civile, ils ont assuré leurs profits, représentant plus de 30 % du PIB ivoirien, et la moitié des recettes fiscales. Et Ouattara, en souhaiterait plus. Il a incité 400 patrons français « à accélérer leur retour en Côte d'Ivoire et à y investir massivement », dès lors que la paix serait revenue dans le pays, que le processus démocratique serait irréversible. Ce bilan idyllique est bien sûr contesté, non seulement par les partisans de l'ancien président Gbagbo évincé par Ouattara, mais surtout par tous ceux qui ont à se plaindre de l'armée ivoirienne ou des différentes milices qui rançonnent la population, répriment les grèves et vivent sur l'habitant comme en pays conquis. Ouattara est sans doute prêt à se réconcilier avec les politiciens et les militaires pro-Gbagbo, comme l'y incitent les gouvernants français. Mais là s'arrête ce qu'il appelle la démocratie. Pour le reste, il entend bien assurer la continuation de l'exploitation, au profit des couches aisées ivoiriennes et des représentants économiques de l'impérialisme.

Vincent GELAS

L'exploitation éhontée des travailleurs chinois par Apple

Au moment même où Apple annonce des ventes et des profits records, le *New York Times* a publié une enquête dénonçant les conditions de travail des ouvriers qui, en Chine, assemblent les ordinateurs et les appareils comme l'iPhone et l'iPad.

Apple sous-traite à des dizaines d'entreprises pour fabriquer ses produits, surtout en Asie où la main-d'œuvre, même qualifiée, est bien moins chère qu'aux États-Unis, et plus flexible.

En Chine, près de 700 000 salariés au total travaillent dans les usines d'assemblage et aux différentes étapes de la production, pour des salaires de 13 euros, six jours sur sept, douze heures par jour. Leurs conditions de travail sont très dures, au point que, pour certains, leurs jambes « enflent jusqu'à ce qu'ils puissent à peine marcher ».

Une grande partie du personnel vit dans les bâtiments mêmes des entreprises, entassés dans des dortoirs collectifs, afin d'être disponible en cas de besoin. Comme ce jour où, suite au remaniement soudain d'une chaîne d'assemblage, 8 000 ouvriers ont été réveillés en pleine nuit, avec juste un biscuit et une tasse de thé, pour monter des écrans de verre sur des téléphones. Sur les murs

d'une usine sont placardées des affiches où est écrit : « *Travaille dur pour faire ton boulot aujourd'hui, ou tu travailleras dur pour trouver un boulot demain.* »

Le plus gros sous-traitant d'Apple est le groupe taïwanais Foxconn, qui fabrique 40 % de toute l'électronique mondiale. Foxconn a de nombreuses usines, dont celle qui assemble l'iPhone, véritable ville-usine où 230 000 personnes sont regroupées. Chez Foxconn, les vapeurs des produits chimiques ont empoisonné les travailleurs ; des explosions dues à de la poussière d'aluminium dégagée par le polissage des appareils ont fait des morts et des centaines de blessés ; et en 2010 une vague de suicides avait entraîné des manifestations de colère importantes.

Apple fait semblant de ne rien savoir. Son « Code de conduite » qui, soit dit en passant, considère parfaitement normale la semaine de 60 heures, est régulièrement enfreint par les sous-traitants. Qu'à cela ne tienne : dans un mail interne, son PDG réaffirme sans honte : « *Nous nous soucions de nos travailleurs partout dans le monde.* »

Les ouvriers qui travaillent pour Apple en Chine se souviendront de quelle manière le groupe les a traités, le jour où leur colère éclatera.

Pierre MERLET

• Italie

La protestation des camionneurs

Gauche et syndicats rejettent les travailleurs indépendants vers la droite

Parti de Sicile, le mouvement s'est étendu en quelques jours à toute la péninsule : protestant en particulier contre le prix du gazole qui atteint maintenant 1,80 euro le litre, les camionneurs italiens ont rapidement bloqué une grande partie des transports de marchandises, avant d'obtenir des concessions partielles.

Leur mouvement s'est ajouté à celui des pêcheurs, venus protester à Rome, eux aussi contre le prix du gazole, qui ne leur permet plus de s'en sortir, mais aussi des chauffeurs de taxis, des pompistes, des pharmaciens et même des avocats, tous atteints à des degrés divers par les mesures du gouvernement Monti.

La « libéralisation » en marche

Après son installation au pouvoir en novembre, Monti n'a pas perdu de temps, lançant immédiatement un plan d'austérité, le troisième en quelques mois. Il en est maintenant à ce qu'il nomme la seconde phase : après l'austérité, il s'agirait de préparer la croissance en augmentant la compétitivité du pays. Celle-ci viendrait de mesures de libéralisation s'attaquant à ce qui est dénoncé comme les « privilèges » de certaines professions, tel le numerus clausus existant pour les

pharmaciens ou les taxis. Mais cette libéralisation remettrait aussi en cause la gestion publique des transports urbains ou de la distribution de l'eau.

Ces mesures ne ramèneront pas forcément la croissance, mais elles correspondent aux appétits de grands capitalistes qui voudraient faire sauter ce qui limite leur contrôle de certains secteurs de l'économie. Le grand capital, dont Monti est le représentant, veut avoir le champ libre et faire table rase de la concurrence de centaines de milliers de petits commerçants, artisans ou entrepreneurs individuels, quitte à leur faire rejoindre l'armée des chômeurs.

Ces catégories, petites-bourgeoises même si elles travaillent souvent dur et pour un revenu à la limite de la survie, ne sont pas les seules visées dans cette deuxième phase du plan Monti. La privatisation des transports publics ou des réseaux d'adduction d'eau a de quoi inquiéter leurs travailleurs. Enfin la phase suivante annoncée est la réforme du contrat de travail, qui abolirait les protections contre les licenciements et ôterait pratiquement tout effet aux conventions collectives garantissant le niveau des salaires et les droits ouvriers.

En s'en prenant à ces tout petits entrepreneurs, Monti sait qu'il peut avoir l'appui



panorama

des partis de gauche et même de certains salariés qui considèrent avec hostilité ces travailleurs indépendants. Il sait aussi qu'en retour ces derniers et surtout leurs organisations seront indifférents, voire favorables aux attaques suivantes visant de nouveau les salariés.

La gauche et les syndicats rejettent le mouvement

La seule réponse à ce grand « diviser pour régner » serait d'affirmer la solidarité de tous ceux qui sont attaqués par ce gouvernement du grand capital. Mais on en est loin. La protestation des camionneurs a été la cible des attaques de la presse, qui a dénoncé la présence en son sein d'éléments d'extrême droite, voire en Sicile de mafieux, d'indépendantistes et même d'un membre de la famille du bandit Salvatore

Giuliano! Même si c'est vrai, cela ne retire rien aux raisons de leur colère. Mais le Parti démocrate, dit de gauche, qui soutient le gouvernement, a fait chorus à ces attaques, tout comme les grandes confédérations syndicales.

Tout ce qu'a trouvé à dire Susanna Camusso, secrétaire générale de la plus influente d'entre elles, la CGIL, a été que les camionneurs, par leur mouvement qui a bloqué l'économie, « ont dépassé la limite ». Autant affirmer qu'un mouvement de travailleurs salariés dirigé par la CGIL n'en fera donc jamais autant. Et d'ailleurs, lorsque les plans d'austérité successifs s'en sont pris aux travailleurs, par exemple en repoussant l'âge de la retraite, la CGIL n'a proposé aucune véritable riposte.

Si jamais les catégories

visées aujourd'hui par les mesures de Monti avaient pensé regarder du côté de la gauche et des organisations syndicales, elles sont édifiées : de ce côté-là elles ne trouveront nul soutien et seront traitées de fascistes ou de mafieux. Il n'y a pas de plus sûr moyen de les rejeter du côté de la droite, de l'extrême droite ou de la Ligue du Nord, qui ne reculent devant aucune démagogie vis-à-vis de couches sociales qui forment une fraction de leur électorat.

Face à l'offensive de ce gouvernement, il serait vital au contraire que la classe ouvrière montre sa force et sa capacité à le faire reculer ; non seulement pour défendre ses propres intérêts, mais aussi pour attirer de son côté tous ceux qui subissent les effets de la crise et de la politique du capital.

André FRYS

• Allemagne

Le prétendu modèle allemand

En Allemagne, grâce à une économie en pleine forme, le chômage serait à son plus bas niveau depuis vingt ans. Les classes populaires ne savent que trop bien quelles vérités se cachent derrière ces statistiques.

Partout, des emplois à temps plein sont supprimés, puis remplacés par des postes à temps partiel, voire des mini-jobs, payés au maximum 400 euros par mois. Au lieu d'une vendeuse à temps plein, bien des patrons préfèrent deux mini-jobs. Ailleurs, deux aides-soignantes peuvent être licenciées pour

être remplacées par trois salariés à temps (très) partiel. Pas étonnant dans ces conditions qu'il y ait plus d'emplois que jamais... sauf qu'on ne peut pas en vivre!

Le record du nombre d'emplois signifie d'abord un record de la misère : plus de trois millions d'ouvriers ont un travail, et vivent quand même sous le seuil de pauvreté.

Tous les gouvernements qui se sont succédé ces dernières années, du gouvernement SPD (sociaux-démocrates) et Verts dirigé par Schröder au gouvernement CDU-FDP (droite) de Merkel, portent leur part de responsabilité dans cette situation. Ils ont « assoupli » les

lois concernant les mini-jobs, l'intérim et le temps partiel, et ont consenti des avantages au patronat pour la création de boulots particulièrement mal payés.

Ce qui a le plus causé de dégâts, c'est l'introduction des lois Hartz IV du gouvernement Schröder, qui ont obligé les chômeurs à accepter n'importe quel emploi, même à temps partiel, et à n'importe quel salaire. Ils ont réussi grâce à ces mesures à faire baisser l'ensemble des salaires, y compris pour ceux qui travaillent à temps plein. En Rhénanie-du-Nord-Westphalie (le land le plus peuplé, 18 millions d'habitants), désormais 10 %

des salariés gagnent moins de 6,50 euros de l'heure!

Pour s'en sortir, beaucoup doivent demander un complément Hartz IV (sorte de RSA), alors qu'ils travaillent. Les entreprises augmentent leurs profits en faisant travailler ces salariés pour des salaires de misère, et ensuite c'est l'Etat qui verse à leur place le complément de salaire.

Des conditions de travail de plus en plus dures, une misère qui s'accroît – voilà à quoi ressemble pour la population laborieuse leur miracle allemand. C'est d'ailleurs pour cela que les entreprises allemandes et leurs profits se portent si bien. Il n'est donc

pas étonnant que l'écart entre pauvres et riches s'agrandisse ici, plus que dans n'importe quel autre pays européen. Selon une étude récente, la partie la plus pauvre de la population masculine voit même son espérance de vie reculer depuis l'an 2000, phénomène aggravé dans l'est de l'Allemagne. L'enrichissement de la petite minorité de possédants, même pendant la crise, se fait précieusement en aggravant les conditions de vie et de travail de la grande majorité des salariés, quitte à précipiter dans la misère une partie toujours plus importante des travailleurs.

B. A

• PSA Peugeot-Citroën Aulnay (Seine-Saint-Denis)

Manifestation le 18 février à Aulnay contre la fermeture de l'usine

Après le débrayage réussi du 17 janvier dernier, au moment de l'annonce de la suppression de 196 emplois dans l'usine, les plus déterminés des travailleurs étaient convaincus qu'il ne fallait pas s'arrêter là: il fallait continuer à préparer la lutte contre la fermeture prévue de l'usine.

Pour ne pas rester isolés, l'idée d'organiser une manifestation dans la ville, un samedi, a fait son chemin dans les ateliers. Objectif: s'adresser non seulement à la population de la ville, mais plus largement à celle du département – au moins – et les appeler à protester, le plus nombreux possible, contre le plan de fermeture de l'usine.

La population aurait ainsi le moyen d'exprimer sa solidarité avec les travailleurs de PSA. Car il est évident que la fermeture de l'usine d'Aulnay-sous-Bois aurait des conséquences dramatiques non seulement sur la ville, mais aussi sur le département et la région, en termes d'emploi et de niveau de vie. Dans un département déjà ravagé par le chômage, qui compte aujourd'hui plus de 121 000 chômeurs, qui retrouverait un emploi après la fermeture, même en intérim?

Tous les syndicats de l'usine viennent donc d'appeler à une manifestation le samedi 18 février, dans le centre-ville d'Aulnay. Et depuis quelques jours, les discussions se multiplient dans les ateliers autour de l'organisation et de la préparation de cette manifestation. Des distributions de tracts sur les marchés des principales villes de Seine-Saint-Denis commencent à être organisées. Des ouvriers discutent de l'idée de distribuer des tracts dans les boîtes aux lettres de leur cité, d'autres parlent de demander à leurs commerçants d'afficher le tract d'appel à la manifestation à leur vitrine en signe de

soutien et pour faire connaître la manifestation. D'autres, qui habitent l'Oise, à plusieurs dizaines de kilomètres de là, ont déjà démarché les élus locaux pour qu'ils financent des cars pour les amener gratuitement à la manifestation.

Les discussions sont donc nombreuses sur la meilleure manière de populariser cette manifestation. De plus en plus de travailleurs de l'usine ont envie de s'investir pour l'organiser, et ont bien l'intention d'en faire un succès qui marquera une étape dans la mobilisation

contre la fermeture de l'usine.

Correspondant LO

Lutte Ouvrière appelle à participer à cette manifestation
Samedi 18 février
13 h 30 place du Général-de-Gaulle
RER/tramway:
Aulnay-sous-Bois

Vu la quasi-impossibilité de se garer, il est fortement conseillé de prendre les transports en commun (ligne B du RER ou tramway T4) pour se rendre à la manifestation.



Manifestation dans l'usine le 17 janvier.

• PSA-Poissy (Yvelines)

Coup de pub et bourrage de crâne

Lors du lancement, le 27 janvier, de la 208 à l'usine Peugeot de Poissy, en présence du ministre de l'Industrie, la direction a explicité sa politique.

Elle a fait dire par les chefs que l'usine de Poissy avait été « choisie », avec celles de Trnava, en Slovaquie, et de Mulhouse, pour ses « bons résultats », et que si on travaillait toujours aussi dur, cela pouvait garantir des emplois un certain temps...

La fermeture des usines d'Aulnay-sous-Bois et de Madrid étant programmée et le site de Sevelnord menacé, le message est clair: vous, vous avez de la chance d'avoir du boulot, alors soyez contents. Et travaillez dur, parce que vous êtes en concurrence avec l'usine de Trnava, où les salaires sont moins élevés...

On retrouve dans la presse économique le même refrain sur la concurrence des usines entre elles. Ailleurs, s'ajoute à ce discours un autre sur le thème du « produire français » qui garantirait les emplois. S'appuyant sur « les vitrages sont de Saint-Gobain et la climatisation de Valeo », le commentaire de la visite de Besson sur France 3 Île-de-France « se réjouissait que les deux tiers de la voiture soient d'origine française ». Mais

comment affirmer que, même dans ce cas, les sous-ensembles sont intégralement fabriqués en France? Et en quoi cela obligerait-il les patrons à ne pas supprimer des emplois?

Varin, le président du directoire, se vantait toujours à la télévision de ce qu'en 2011 Poissy a embauché 700 personnes en CDI et accueilli le transfert de 300 salariés PSA d'autres usines, ajoutant que mille autres salariés allaient arriver en 2012. Sur le nombre

L'accueil de Besson par des ouvriers mécontents

Vendredi 27 janvier, le PDG Varin et la direction de PSA se sont offert un invité de choix, Éric Besson, ministre de l'Industrie, pour l'opération publicitaire du lancement de la 208, la remplaçante de la 207, à l'usine de Poissy.

Peintures et rangements le long du circuit emprunté par le ministre, portique consacré à la sécurité dressé tout exprès et immanquable pour les journalistes, la direction locale avait soigné le décor.

Seule fausse note, la

d'ouvriers qui ont quitté l'usine en 2011 dans le cadre du plan de 6 200 suppressions d'emplois en Europe, ce fut le grand silence, de même que sur la nature des mille emplois supplémentaires qu'il a promis pour Poissy. Quand bien même il ne s'agirait pas d'un pur mensonge, combien de vraies embauches et combien de simples mutations... de l'usine d'Aulnay par exemple?

Car si rien n'est fait pour l'arrêter, Peugeot prépare

encore des milliers de suppressions d'emplois en France dans les années qui viennent, tout en écrasant de travail, sous prétexte de concurrence, les ouvriers qui resteront.

Il n'y a pas à chercher plus loin la source des 11 milliards en caisse revendiqués par PSA. L'entreprise n'a-t-elle pas aussi consacré 200 millions d'euros à racheter ses propres actions en août dernier, au profit des plus gros actionnaires?

Correspondant LO

• Peugeot Sochaux

Grave accident aux Presses

Quatre ans après l'accident du travail mortel d'un ouvrier prestataire écrasé sous une presse, un nouvel accident grave vient d'avoir lieu à l'Emboutissage. Vendredi 20 janvier, un conducteur d'installation, s'est retrouvé la tête coincée entre un poteau et la paroi de l'installation. Il souffre

d'un enfoncement de la boîte crânienne.

L'accident est à mettre au compte d'une insuffisance de moyens dans les dispositifs de sécurité et de protection de la ligne. Pour l'instant, la direction a fait mettre une pancarte et fait relire une consigne de sécurité aux conducteurs

d'installation. Autrement dit, elle n'a rien fait.

Bien d'autres points d'insécurité existent sur la ligne de presses, comme par exemple le basculement des outils lors des montages. Il n'existe aucun dispositif de sécurité « du type barrage immatériel » pouvant arrêter la progression d'un outil

sur la ligne.

Au-delà de l'aspect technique, l'accident est à mettre sur le compte de la politique de gains de productivité. La direction réduit le personnel, développe la polyvalence, en faisant faire toujours plus de travail avec un effectif de plus en plus réduit. Elle conditionne

les salariés par l'exigence de justifications permanentes pour le moindre arrêt des lignes de presses et d'objectifs quotidiens de productivité à atteindre.

C'est une politique criminelle qui met la vie des travailleurs en danger.

Correspondant LO

• Sodimédical - Plancy-l'Abbaye (Aube)

Un jugement révoltant



Mercredi 25 janvier, le ciel est tombé sur la tête des salariés de Sodimédical, une entreprise de matériel médico-chirurgical, lorsqu'ils ont entendu le verdict des Prud'hommes de Troyes. Cela fait plus d'un mois qu'ils attendent que le tribunal oblige Lohmann & Rauscher (L & R) – Allemagne, le groupe qui contrôle Sodimédical, à verser les salaires, non payés depuis octobre. Le tribunal ne le fera pas.

Pourtant, pendant la séance des Prud'hommes qui s'était tenue début janvier, l'avocat de Sodimédical, avait

reconnu qu'il devait payer les salaires et se disait même d'accord avec les montants demandés mais, tout aussi hypocritement, il regrettait de ne pouvoir le faire, les caisses étant vides. L'avocat du groupe L & R, lui, avait osé prétendre qu'il n'est pas co-employeur des salariés de Sodimédical, entreprise qu'il considère comme un simple sous-traitant et non comme une filiale. Il avait même exhorté les juges à se montrer responsables, les enjoignant de ne pas obliger L & R à régler les salaires de Plancy. « Là vous demandez

à un groupe austro-allemand de payer pour une entreprise française en faillite. Mais imaginez que ce soit demain un groupe français obligé de payer pour une usine étrangère. »

Le jugement a finalement été rendu le 25 janvier en faveur de L & R, soi-disant faute de preuve que le groupe est co-employeur. 51 salariés se retrouvent aujourd'hui sans aucune indemnité ni même un semblant de plan de licenciement.

Tous ont décidé de faire appel, à Reims.

Correspondant LO

• CHRU Lille

Quatre suicides, la direction ne se sent responsable de rien !

Au CHRU de Lille, en quelques jours, quatre collègues de l'hôpital Salengro et des Bateliers se sont suicidés. Ils travaillaient dans des services particulièrement difficiles (Neurologie et Gériatrie). Le personnel a été évidemment choqué par ces fins tragiques.

La direction, pour se dédouaner, avance que nos collègues avaient beaucoup de difficultés dans leur vie privée. Mais entre la vie privée et professionnelle, rien n'est étanche, en particulier pour des personnes qui sont en difficulté. L'augmentation démente de l'activité et des actes médicaux aggrave considérablement les conditions de

travail et le stress. Le personnel s'épuise avec des horaires qui changent au dernier moment, des jours de repos régulièrement chamboulés et donc des vies perturbées en permanence.

À propos de l'aggravation des conditions de travail, les chiffres du bilan social du CHRU de Lille pour l'année 2010 parlent d'eux-mêmes. Entre 2006 et 2010, alors que l'activité du CHRU a augmenté de près de 20 %, les effectifs n'ont presque pas augmenté, et les 6 % de progression l'ont été essentiellement pour l'ouverture de nouveaux services.

Dans la majorité des services, il y a eu des restructurations et

de nombreux départs en retraite non remplacés. Les effectifs se retrouvent sur le fil du rasoir, les séjours des malades sont très raccourcis et les conditions de travail du personnel s'aggravent énormément. Le bilan social du CHRU de Lille rapporte aussi qu'entre 2006 et 2010, il y a eu plus de 50 % d'augmentation des accidents de travail et que le nombre de maladies professionnelles a été multiplié par six.

Cela illustre bien l'augmentation de la souffrance au travail dont le gouvernement et les directions hospitalières sont entièrement responsables.

Correspondant LO

• CHU Toulouse

Les Urgences saturent, le personnel aussi

Comme chaque année à cette période, les Urgences sont pleines à craquer, aussi bien à l'hôpital Purpan qu'à l'hôpital Rangueil. De simples petites maladies hivernales et tout se grippe : manque de lits, malades dans les couloirs, durée d'attente doublée, voire triplée. Les patients perdent patience et le personnel n'en peut plus.

Du coup la direction a déclenché, mercredi 25 janvier, le plan « Établissement en tension » : report des interventions non urgentes pour récupérer des lits, repos annulés, appel à l'intérim.

Aux Urgences pédiatriques, c'est encore pire : le personnel est obligé de soigner dans les

couloirs et l'attente peut aller jusqu'à huit heures. Certains enfants ont même dû être redirigés vers les hôpitaux de Montauban et d'Albi. Quant aux agents, ils enchaînent les heures supplémentaires avec toutes les difficultés que l'on sait pour les récupérer ou se les faire payer.

L'activité augmente mais pas les effectifs. Les congés et départs ne sont pas remplacés et régulièrement les services font grève pour réclamer du personnel supplémentaire. Aux Urgences psychiatriques, après six mois de mobilisation, six infirmiers supplémentaires ont été obtenus.

Correspondant LO

• RATP (Paris)

Le danger amiante et la négligence de la direction

Depuis un décret de 1977, il est reconnu que les employeurs sont au courant des risques dus à l'exposition à l'amiante. La RATP s'est engagée dans une campagne de désamiantage il y a une dizaine d'années et considère qu'elle a fait ce qu'il fallait pour en finir avec ce problème.

En fait, celui-ci revient de façon récurrente dans l'actualité de l'entreprise. Il y a quelques mois, des conducteurs de la ligne B ont utilisé leur droit de retrait parce que la présence d'amiante avait été révélée sur des rames du RER B. La direction en niait le danger mais a retiré les rames en question. Dans le secteur de la maintenance de la RATP, de nouveaux incidents ont eu lieu et la présence d'amiante dans de nouveaux matériaux a été révélée.

La direction semble réagir au coup par coup en fonction de la riposte des salariés, que ce soit pour leur fournir des fiches d'exposition montrant qu'ils ont été en contact avec l'amiante ou pour mettre en place une politique de prévention. Le 18 janvier, une centaine d'agents de M2E (Maintenance des Équipements des Espaces) étaient en grève pour demander à la direction qu'elle prenne toutes les mesures nécessaires pour qu'il n'y ait plus d'exposition à l'amiante. Ils demandaient que la présence ou le risque d'amiante soient indiqués sur les ordres de travaux et qu'en cas de doute, la direction fasse des prélèvements et des analyses.

Quelques échos parus dans les derniers bulletins Lutte

Ouvrière de la RATP Maintenance illustrent ces incidents à répétition.

Ainsi la « découverte », sur plusieurs trains, d'enduits amiantés en état de décomposition a conduit la direction à mettre en quarantaine un nouveau secteur de Fontenay-sous-Bois.

Le choix de l'éradication complète de l'amiante aurait évité que de nouveaux agents soient mis en danger. Alors quand la direction la main sur le cœur, dit que le maximum sera fait, il y aurait de quoi sourire si notre santé n'était pas mise en jeu.

De même les travailleurs des ateliers de Pleyel ont découvert des copeaux suspects dans les coins salon des rames MF 77 qui reviennent de rénovation. Ils ont à juste titre appliqué leur droit de retrait deux jours de suite. La direction dit qu'il n'y a pas de danger ; mais les travailleurs veulent qu'elle dise tout et qu'elle fasse tout pour que personne ne soit empoisonné.

Dans la lettre où la direction de Fontenay-sous-Bois informe les travailleurs qu'ils font l'objet d'une déclaration primaire d'exposition amiante, elle parle « d'exposition accidentelle ». Mais ce sont ses négligences qui ont créé le risque de contamination. C'est elle qui est responsable. Pourtant la « mission amiante » de la RATP qui est censée travailler sur ce danger grave n'emploie actuellement que trois salariés ! On voit là le peu de cas que la direction fait du danger amiante malgré ses discours.

Correspondant LO



• IBM Sophia-Antipolis – (Alpes-Maritimes)

Les travailleurs ne sont pas des pions

Non loin de Nice des entreprises d'informatique sont implantées depuis de nombreuses années. Ainsi IBM a une entreprise à La Gaude depuis plus de quarante ans et une autre, rachetée il y a trois ans, qui compte 80 salariés – ingénieurs et techniciens à Sophia-Antipolis. IBM veut les regrouper sur un seul site à La Gaude sans tenir compte des travailleurs.

Les deux sites sont distants de 30 kilomètres avec des gros embouteillages aux heures de pointe, et il n'y existe pas de moyen d'échapper à la voiture, car les transports en commun sont quasiment inexistantes.

Pour protester contre le projet de déménagement à La Gaude, les salariés de Sophia-Antipolis ont été nombreux à manifester le mardi 17 janvier. Les allées verdoyantes de la technopole de Sophia-Antipolis n'étaient pas habituées à voir défiler des travailleurs avec des banderoles, des pancartes et des drapeaux syndicaux.

Il y a tout juste un an, IBM avait en tête, le projet exactement inverse : transférer les

travailleurs de La Gaude à Sophia. Mais IBM avait dû remballer son projet devant le tollé des salariés qui avaient fait grève et manifesté, avec le soutien de la population et des commerçants de La Gaude, inquiets de voir disparaître la seule grande entreprise de leur commune.

Au-delà du problème du déménagement, les travailleurs d'IBM ne sont pas rassurés. À La Gaude, où travaillent encore 600 salariés, il y a eu, au fil des années, de multiples plans « d'amélioration », qui à chaque fois se sont traduits par des suppressions de postes : la direction externalise ou supprime un service. Le salarié doit, soit le suivre à l'autre bout de la France, soit

essayer de trouver une autre activité sur le site.

IBM aurait pourtant largement les moyens de garder les deux sites des Alpes-Maritimes et l'ensemble de son personnel. Le travail ne manque pas et l'argent non plus. IBM est un géant de l'informatique et ses profits explosent : 17 milliards de dollars en 2011 ! Les revenus des dirigeants sont plus que confortables. Par exemple, le PDG d'IBM Monde, Sam Palmisano, vient de quitter l'entreprise avec une prime de 170 millions d'euros.

La manifestation du 17 janvier a été un succès. Une nouvelle manifestation est prévue pour le jeudi 2 février prochain, cette fois-ci à La Gaude. Elle permettra de rassembler l'ensemble du personnel des deux sites et de se faire entendre de la direction : son déménagement, personne n'en veut !

Correspondant LO

• Thalès Services – Toulouse

La sous-traitance... des licenciements

Mardi 24 janvier, à l'appel de l'intersyndicale de Thalès Services (Services Informatique, 600 salariés à Toulouse sur 3 000 en France), les travailleurs étaient appelés à bloquer l'entrée du site de Basso Cambo à Toulouse pour s'opposer à la vente de l'activité BUS (Business Solutions, 150 travailleurs concernés à Toulouse sur 550 en France). Le mouvement était soutenu par les syndicats de Thalès Avionics (800 salariés), situé sur le même site.

Pour s'opposer au blocage de l'entrée par des barrières de chantier, la direction a fait découper le grillage, mais seuls les employés d'une entreprise qui ne fait pas partie de Thalès ont pu entrer. La grande majorité des travailleurs de Thalès s'est solidarisée avec la colère de ceux de BUS, en restant devant l'entreprise, ou en rentrant chez eux. Il y avait encore 200 personnes présentes vers 14h30 et le blocage a été levé vers 16h.

Cela fait des mois que les travailleurs de Thalès Services, solidaires de ceux de BUS, se mobilisent régulièrement

depuis fin octobre, au siège, à Vélizy et à Toulouse : assemblées générales régulières, manifestations, blocage, débrayages, visites aux élus. Ils dénoncent derrière cette vente un plan « social » déguisé, en réalité des « licenciements low-cost ». Dans leur tract et sur leur banderole on peut lire : « *Le PDG ment, le gouvernement le soutient* ».

Les travailleurs ont raison de s'opposer aux suppressions d'emplois même déguisées. Combien de grands groupes se sont ainsi débarrassés de leurs travailleurs, en « sous-traitant » les licenciements à des repreneurs. Cela fait des dizaines d'années que Thalès utilise cette méthode pour supprimer des emplois, y compris à Toulouse. Et dans la région on a eu l'exemple de Snecma-Labinal qui a vendu ses activités câblage automobile à Valeo, et connectique à Molex. Et Valeo comme Molex ont fermé les usines rachetées quelques années après en mettant à la rue près de 1 500 travailleurs sur la région.

Correspondant LO

• Stalaven – (Côtes-d'Armor)

Fermetures suivies de licenciements ?

C'est par la presse que les employés des usines Stalaven (charcuteries, plats cuisinés et salades) ont appris, la semaine dernière, que les sites de Saint-Brieuc (78 salariés) et Saint-Agathon, près de Guingamp (39 salariés) allaient être fermés afin de regrouper l'ensemble de la production vers la plus grosse unité située à Yffiniac, près de Saint-Brieuc (plus de 500 personnes). En vue d'« *une meilleure efficacité, sur un site qui nous offre une solidité et une compétitivité renouvelées* », selon la direction.

Si la vétusté de l'usine de Saint-Brieuc est unanimement reconnue, il n'en va pas de même de celle de Guingamp – ultra moderne – et inaugurée en grande pompe en 2007. Spécialisée dans la fabrication de salades, elle devait créer une centaine d'emplois. Ces ambitions ont été largement revues à la baisse, d'autant que la majorité des employés venaient de... Yffiniac. Le retour n'est pas sans poser des problèmes pour tous ceux qui s'étaient installés près de cette nouvelle structure.

Mais le patron n'en a cure. Pire même puisqu'il veut soumettre le maintien de l'effectif à un « *accord d'entreprise sur le temps de travail* », à savoir, entre autres, travailler les samedis et dimanches entre mai et septembre, période d'intense activité, accentuant ainsi la flexibilité. En cas de refus des syndicats, qui dénoncent à juste titre « *le chantage à l'emploi* », 26 travailleurs risqueraient de rester sur le carreau.

« *Cela se fera sans aucun licenciement* » a osé pourtant déclarer le directeur d'Euralis, le groupe qui a mis récemment la main sur Stalaven et qui détient 98 % des actions, alors qu'il va fermer deux de ses usines à Roye, dans la Somme et Château-Renard, dans le Loiret, entraînant le licenciement d'une centaine de salariés.

Ce groupe, qui se vante d'être une coopérative de plus de 5 000 salariés, pourrait bien dresser l'ensemble du personnel contre ce plan de casse de l'emploi. C'est tout ce qu'il mériterait.

Correspondant LO

• CFA-Les Mouliniers – Saint-Etienne

L'apprentissage de la colère

Au Centre de formation d'apprentis les Mouliniers, à Saint-Etienne, cela fait des années que les conditions de travail se dégradent, pour les enseignants comme pour les apprentis. Par exemple, en coiffure, les produits manquent régulièrement, et en automobile, les élèves attendent toujours des véhicules sur lesquels s'entraîner.

Mardi 24 janvier, la CGT a appelé à un nouveau débrayage. Mais cette fois, les apprentis ont rejoint les enseignants pour exprimer leur colère et ont envahi pendant plus de deux heures, à une cinquantaine, le bureau du directeur. Ils ont dénoncé par exemple les absences de professeurs

non remplacés, et exprimaient leur sentiment d'être considérés comme des sous-élèves. Le directeur a tenté en vain le mépris et l'intimidation, appelant même un huissier.

Le lendemain, la frayeur passée, il s'est répandu dans la presse locale, dénonçant la manipulation des apprentis par la CGT. Le président de la chambre de commerce, qui gère le CFA, a même menacé l'établissement de fermeture tant que le « *problème* » d'un militant CGT combatif « *ne serait pas réglé* ».

La direction veut, en fait, s'en prendre aux prétendus avantages des salariés, moins mal traités jusqu'à récemment

que dans d'autres CFA. En 2009, elle a dénoncé les accords d'établissements et, depuis octobre 2011, c'est le code du travail qui s'applique, c'est-à-dire le strict minimum. Par ailleurs, le CFA a tenté deux plans de licenciements, que la mobilisation des salariés a fait en grande partie échouer. Les salariés craignent maintenant un nouveau plan, mais ils restent déterminés à le refuser malgré le chantage et l'intimidation. Et maintenant, les apprentis ont aussi leur mot à dire.

Comme quoi, au CFA, on n'apprend pas seulement un métier, on apprend aussi la lutte sociale.

Correspondant LO

• Faillite de Petroplus Escroquerie raffinée

La raffinerie de Petit-Couronne, près de Rouen, appartenant au groupe Petroplus et employant 550 salariés, a été placée mercredi 25 janvier en redressement judiciaire, le groupe suisse Petroplus annonçant parallèlement sa prochaine mise en faillite. Outre cette raffinerie, le groupe veut se débarrasser des quatre autres sites qu'il possède en Europe.

Le groupe pétrolier est suspecté d'avoir organisé sa propre chute, en vidant ses comptes d'une centaine de millions d'euros juste avant les annonces. D'ailleurs, l'administrateur judiciaire a alerté le tribunal de commerce pour des irrégularités dans les comptes, et la justice vient d'ouvrir une enquête pour faillite frauduleuse.

Derrière Petroplus, créé en 1993, il y a le fonds d'investissement américain Carlyle, qui détient le groupe pétrolier à 57%. Le chiffre d'affaires de Carlyle reste secret. D'après les estimations, il détient 52 milliards d'euros d'actifs et 20 milliards de biens immobiliers. Il n'est pas coté en Bourse et n'est tenu de communiquer ni le nom des associés et des actionnaires, ni ses résultats financiers. Il a longtemps été dirigé par Frank Carlucci, ancien directeur adjoint de la CIA et ancien secrétaire américain à la Défense, puis maintenant par Louis Gerstner, ancien patron d'IBM.

Carlyle est connu pour choisir comme dirigeants des personnalités censées rassurer et attirer de nouveaux investisseurs. Ainsi, on y trouve ou on y trouvait l'ancien président américain Georges Bush, l'oligarque russe Mikhail Khodorkovski, le financier Georges Soros, un fonds de pension de General Motors, ou encore Olivier Sarkozy, demi-frère du président français, qui co-dirige depuis 2008 l'activité financière du groupe.

Bertrand GORDES

• Transport aérien

Non à la loi antigrève !

Les députés viennent d'adopter une loi anti-grève dans l'aérien. Cette loi, voulue par Sarkozy et l'UMP, vise non seulement les personnels navigants (pilotes, hôtesses et stewards), mais tous ceux « qui concourent directement à l'activité de transport aérien de passagers ».

En clair, ce sont tous les travailleurs du secteur, qu'ils travaillent pour les compagnies aériennes, au sol ou dans les avions, ou pour Aéroports de Paris (ADP) ou encore pour leurs multiples sous-traitants, qui sont dans le collimateur de la loi.

Ce que veulent le gouvernement et le patronat du transport aérien, c'est entraver autant que faire se peut l'exercice du droit de grève dans un secteur où, ces derniers mois, la contestation et le mécontentement des travailleurs ont trouvé à s'exprimer d'une façon qui n'est pas passée inaperçue.

Et quand le gouvernement invoque les passagers pris en



La grève récente des agents de sûreté à Roissy.

otages par ces grèves, ce n'est qu'un faux nez. Ce dont il se préoccupe, c'est avant tout des intérêts du patronat, dont celui de l'aérien, sans oublier les intérêts très électoralistes de Sarkozy et des candidats UMP aux législatives. Car, en ajoutant de nouvelles entraves au droit de grève dans l'aérien – obligation d'une déclaration individuelle auprès de son employeur 48 heures à l'avance pour tout travailleur voulant faire grève –, on ne fera pas décoller plus d'avions, mais on comble d'aise la fraction réactionnaire de l'électorat, celle qui enrage dès que les travailleurs se défendent

en arrêtant le travail.

Pour l'heure, la loi doit encore passer devant le Sénat, où l'on verra bien comment sa majorité de gauche et à direction PS réagira.

Mais, sans attendre, les salariés de tout le secteur aérien sont appelés à réagir. Chez les navigants, un préavis de grève court pour la période du 6 au 9 février. Parmi le personnel de sûreté, qui se battait massivement pour ses salaires et ses conditions de travail en décembre dernier, des préavis de grève, parfois illimités, ont été déposés. Dans d'autres professions et secteurs, tenus ou pas à

un dépôt de préavis, les salariés sont appelés par tracts et dans des assemblées syndicales d'information à faire grève, comme à ADP Orly, et partout aussi à participer à des rassemblements de protestation, lundi 6 février.

Il faut que le plus possible de travailleurs se mobilisent ce jour-là, sachant que, de toute façon, le Parlement peut bien voter les lois qu'il veut, quand la colère des travailleurs éclate, elle peut balayer les préavis et autres entraves au droit de grève.

Correspondant LO

• LU – Cestas (Gironde)

Les miettes de la direction ne passent pas

Mardi 24 et jeudi 26 janvier, l'usine de LU à Cestas, qui produit Mikado, Petits Écoliers, etc., a été bloquée pendant plusieurs heures par des débrayages touchant la quasi-totalité des lignes. Plus de 80% des ouvriers, presque tous ceux qui travaillent en CDI, ont exprimé ainsi leur colère.

En effet LU fait maintenant partie du géant international Kraft Foods, dont les bénéfices et dividendes distribués battent record sur record. Mais si les actionnaires amassent des milliards (2,2 milliards de dollars distribués l'année dernière, pour plus de quatre milliards

de bénéfices), les salaires sont à la traîne, leur évolution étant bien loin de l'inflation même officielle.

Ce sont donc les propositions de la direction lors de l'ouverture des négociations salariales qui ont mis en colère les travailleurs. Mardi 24 janvier, la direction de LU proposait encore moins de 1% au 1^{er} mars et quelques broutilles supplémentaires au 1^{er} octobre. Après des heures d'information syndicale et à l'appel de tous les syndicats (CGT, FO, CFDT, CGC), les deux équipes de jour et l'équipe de nuit ont tour à tour débrayé chacune une heure. Le même scénario s'est déroulé dans pratiquement toutes les usines du groupe,

avec à chaque fois la participation massive des ouvriers des lignes de production et l'arrêt de la plupart d'entre elles.

Jeudi 26 avait lieu une nouvelle séance de négociations. La direction y a annoncé 2,1%. Mais, dans le détail, elle ne compte lâcher que 1,2% au 1^{er} mars et 0,9% au 1^{er} octobre, un étalement que les salariés n'acceptent pas. Les travailleurs des usines du groupe ont de nouveau débrayé. À Cestas, les lignes de production ont été bloquées de 12 heures à 17 heures, les ouvriers des postes se mettant en grève les uns après les autres.

Et vendredi 27, avant la traditionnelle galette, la direction

a montré les derniers résultats du groupe. Et chacun a pu faire le calcul : quatre milliards de bénéfices, cela représente de quoi doubler la paie des 127 000 travailleurs du groupe. C'est dire si Kraft a de quoi augmenter les salaires ! Ces bénéfices insolents sont le résultat non seulement des salaires bloqués, mais aussi des réductions permanentes d'effectifs et du recours permanent à des dizaines d'intérimaires, maintenus dans la précarité. À Cestas, toutes les lignes ont perdu ces dernières années un, deux ou trois postes par équipe et les cadences sont toujours à la hausse. C'est pourquoi le mouvement n'est pas fini.

Correspondant LO

• Dépôt SNCF de Villeneuve-Saint-Georges

Pépy a raté sa visite

Mardi 24 janvier, Pépy (président de la SNCF) et Krakovitch (directeur du matériel et de la ligne D) ont tenté une visite incognito du dépôt SNCF de Villeneuve-Saint-Georges. Surprise ratée ! Après quelques coups de fil, une dizaine de cheminots les ont retrouvés

dans l'atelier central.

Même si, de son propre aveu, Pépy n'était pas venu pour rencontrer les cheminots, il a bien été obligé de les écouter. Entre l'état lamentable des installations, les rames de banlieue bonnes pour la réforme depuis vingt ans mais

qui roulent toujours, et surtout le sous-effectif chronique, les cheminots ne se sont pas gênés pour vider leur sac. Ils ont fait savoir à Pépy qu'ils ne laisseraient pas faire des économies sur les effectifs.

Et quand Pépy a expliqué qu'il aurait du mal à trouver

l'enveloppe de 20 millions nécessaires à la rénovation du dépôt, la réponse a fusé : prendre sur les bénéfices de la SNCF et les profits de ses fournisseurs.

L'effet de surprise a donc finalement été retourné à l'avantage des cheminots.

Correspondant LO

• Belgique

Grève générale, un avant-goût de la lutte qu'il faut préparer

Les chefs d'État ont dû atterrir sur un aéroport militaire en rase campagne, pour se rendre au sommet européen du 30 janvier à Bruxelles. L'aéroport de Bruxelles ainsi que le réseau ferroviaire étaient paralysés par la journée de grève générale décrétée par les directions syndicales contre la politique d'austérité du gouvernement. Un avant-goût des difficultés qui attendent les dirigeants du monde capitaliste, le jour où la classe ouvrière se décidera à entrer vraiment en lutte.

Les directions syndicales avaient pris des précautions pour que cette journée de grève donne le moins d'occasions possible pour les travailleurs de se sentir forts ou de se faire entendre. Les grévistes étaient appelés à rester chez eux, et non à participer activement à une grève.

La plupart des piquets de grève étaient tenus par les mandatés syndicaux, soutenus par des militants. Dans les grandes entreprises, telles qu'Audi à Bruxelles ou Caterpillar à Charleroi, où le taux de syndicalisation approche les 100 %, quasiment personne ne s'est présenté pour travailler. Il n'en était pas de même dans les zones industrielles, où des militants syndicaux, parfois venus d'ailleurs, bloquaient les entrées. La pression patronale y était forte et les militants souvent exposés à l'impatience, voire l'hostilité de cadres, de petits patrons,

mais aussi de travailleurs du rang simplement pas convaincus de la grève.

Dans une usine de chimie dans la région de Bruxelles, où aucun mot d'ordre de grève n'avait été donné, les travailleurs étaient à leurs postes, tandis que le délégué principal était parti renforcer un piquet devant une autre entreprise du secteur.

Dans les quelques piquets où des travailleurs du rang étaient présents, comme dans le port d'Anvers complètement paralysé, où chez Autovision, sous-traitant d'Audi à Bruxelles, les discussions tournaient autour des problèmes des travailleurs: salaires en décalage complet avec les loyers, les prix qui augmentent, cette dette qu'on demande aux travailleurs de rembourser, mais qui n'a profité qu'aux riches, la menace du chômage, les difficultés des jeunes, les mesures sur les pensions qui sont déjà



passées et qu'on ne fera pas annuler avec une seule journée de grève... Quand le permanent syndical passait au piquet, il parlait, lui, des patrons et du gouvernement qui ne respectent pas la concertation sociale, mais plus rarement des salaires, des licenciements ou des impôts ridiculement bas des entreprises et des grandes fortunes.

Les dirigeants syndicaux qui s'exprimaient sur les différents plateaux de télévision mettaient en avant des « solutions crédibles », tel « un plan pour la relance ou la création d'emplois », et des « euro-obligations » comme « solution à la

crise de la dette »...

Le patronat prétend tenir lui aussi à la concertation sociale... mais pratique le contraire ! Et de nouvelles mesures d'austérité sont déjà en vue. Les organisations patronales, épaulées par l'Union européenne et le FMI, pèsent en commun notamment pour mettre fin à ce qui reste de l'indexation des salaires.

C'est le patronat qui va pousser la classe ouvrière belge à avoir recours pour de bon à la grève générale, pour mettre un coup d'arrêt aux attaques contre elle et pour faire prévaloir ses propres revendications.

Correspondant LO

• Espagne

Attaques en série contre les classes populaires Trop c'est trop !

Les chiffres du chômage viennent de tomber et rendent compte de la dégradation rapide de l'économie et surtout de la misère qui s'installe. Plus de cinq millions et demi de chômeurs en cette fin d'année 2011, c'est dire que 22,85 % de la population active est privée d'emploi et qu'un jeune sur deux de moins de 25 ans est à la recherche d'un travail.

L'Andalousie et les Canaries sont les régions les plus touchées, avec des taux de chômage dépassant 30%. Derrière ces chiffres, ce sont des milliers de jeunes qui retournent vivre chez leurs parents, des couples, seuls ou avec enfants, qui trouvent refuge dans la famille après avoir été expulsés de leur logement. En Espagne, où le système locatif est peu développé, des centaines de milliers de familles ouvrières ont acheté à crédit leur logement et l'ont perdu, ne pouvant plus payer les traites. Trois cents expulsions ont lieu en moyenne par jour et un million de logements ont ainsi été saisis par les banques,

qui continuent à exiger le paiement du crédit ! Seule la solidarité familiale permet à beaucoup de garder tant bien que mal la tête hors de l'eau. Mais pour combien de temps ? Les licenciements continuent, suite à des compressions d'effectifs ou tout simplement à la fermeture d'entreprises, comme celle de Spanair, annoncée brutalement vendredi dernier et qui emploie directement ou indirectement quelque 4000 travailleurs.

Avoir un travail ne suffit souvent plus. Le pouvoir d'achat est amputé par la hausse des impôts, le quasi-gel des salaires, voire leur baisse chez

les fonctionnaires et dans les entreprises où les patrons déclarent être en difficulté. Pire, des travailleurs ne reçoivent même pas leur salaire quand les payeurs, les Autonomies régionales ou les communes par exemple, annoncent ne plus avoir les fonds nécessaires.

Le gouvernement de droite de Rajoy vient de déclarer qu'il entend appliquer à la lettre les directives du fonds européen. L'objectif « zéro déficit » est à l'ordre du jour, et les Communautés autonomes, très endettées, sont prévenues qu'elles doivent se mettre au pas sous peine de sanctions. Rajoy a annoncé une coupe budgétaire de 40 milliards d'euros, et cela signifie encore moins de moyens pour le service public, la santé et l'éducation en particulier.

Face à ces attaques, les syndicats comme les Commissions ouvrières ou l'UGT protestent,

faiblement, mais tout en signant des accords de « modération salariale ». Le patronat trépigne pour que passe au plus vite la réforme du travail lui permettant d'embaucher et licencier au moindre coût. Et toutes ces attaques se produisent dans une ambiance de corruption généralisée, de détournements de fonds publics, qui éclabousse le monde de la politique et des affaires... jusqu'au gendre du roi.

Les travailleurs ne sont pas sans réagir : ici dans l'éducation, là dans la santé, et même parmi la police de Catalogne, pour leurs salaires. Mais ces mouvements peinent à balayer un sentiment d'impuissance que renforce le chômage. Reste l'écœurement contre ces banquiers affairistes, dont il faut espérer qu'il se transformera en un mouvement social profond pour refuser de payer la crise.

Hélène GRILLET

• États-Unis

Obama annule d'un trait de plume les droits des citoyens

Nous publions ci-dessous la traduction d'un extrait d'un article du bimensuel trotskyste américain The Spark N° 907.

Le 31 décembre 2011, le dernier jour de l'année, le président Obama a apposé sa signature sur le National Defense Authorization Act (NDAA) de 2012 – annulant, à nouveau, le *Bill of rights*, cette Déclaration des droits des citoyens américains de 1779.

Le NDAA comprend des articles qui autorisent la détention pour une durée indéterminée et la torture de citoyens américains par l'armée américaine ! Autrement dit, un citoyen américain peut, lui aussi, maintenant « disparaître » comme dans n'importe quelle république bananière.

S'il est détenu par les militaires, un citoyen est totalement privé de droits. Aucun droit de connaître les charges portées contre lui ; pas le droit de savoir de quoi il est accusé ; aucun droit à un procès, encore moins devant un jury, pas même un procès expéditif ; pas le droit à un avocat ; pas le droit de garder le silence – absolument aucun droit civique quel qu'il soit. Quelqu'un peut être maintenu en prison pour le reste de sa vie sans aucune preuve contre lui.

Bien que Barack Obama ait tenté d'en esquiver la responsabilité, ces dispositions ont été spécifiquement demandées par son administration, comme l'a annoncé au Sénat le sénateur Carl Levin.

Le NDAA prend la suite de l'infâme loi dite Patriot Act signée par le président Bush. Non seulement le téléphone d'un citoyen américain peut être écouté et ses lectures en bibliothèque surveillées, mais maintenant, s'il est surpris à parler au téléphone à une « mauvaise personne » ou s'il lit de « mauvaises lectures », un citoyen peut être accusé d'avoir perpétré un acte « belliqueux » et peut donc « disparaître », détenu par les militaires – aussi longtemps que l'armée et son commandant en chef le souhaitent.

On nous dit que cette loi est antiterroriste. Si cela était le cas, le gouvernement n'en n'aurait pas besoin ! Il y a déjà énormément de lois parfaitement utilisables contre toute forme possible de terrorisme. Non, cette loi est faite sur mesure pour être utilisée contre les manifestations à venir et contre les révoltes populaires.